



unicef 
pour chaque enfant

ANALYSE DU PAYSAGE CLIMATIQUE POUR LES ENFANTS EN RÉPUBLIQUE DU CONGO

TABLE DES MATIÈRES

Table de matières	2
Sigles et acronymes	4
Figures	5
Préface par Madame la Ministre de l'Environnement, du Bassin du Congo et du Développement Durable	6
Préface par Madame la Représentante de l'UNICEF	7
RÉSUMÉ EXÉCUTIF	8
1. La situation du climat, de l'environnement, de l'énergie et de la réduction des risques de catastrophes en République du Congo	12
1.1. Contexte du pays	13
1.1.1 Le climat en République du Congo	16
1.1.2 Tendances historiques et projections climatiques	17
1.2. Projections climatiques	18
1.3. Méthodologie de l'étude	19
1.4. Dynamiques sociales	19
1.4.1. Sensibilisation, récits médiatiques et désinformation	20
1.4.2. Perception du risque, attitudes et opinion publique	20
1.5. Environnement	22
1.5.1. Pollution et dégradation des sols	22
1.5.2. Ressources en eau	22
1.5.3. Qualité de l'air	23
1.5.4. Gestion des déchets	25
1.5.5. Environnement côtier	26
1.6. Énergie	27
1.6.1. Électricité	28
1.6.2. Énergies renouvelables et efficacité énergétique	28
1.6.3. Nexus eau-énergie-alimentation	29
1.7. Risques de catastrophe	31
1.8. Gestion des produits chimiques	32
1.9. Indice de risque climatique des enfants	33
1.9.1. Exposition des enfants aux dangers, chocs et stress climatiques et environnementaux	33
1.9.2. Vulnérabilité des enfants	33
1.9.3. La République du Congo dans le IRCE	33

TABLE DES MATIÈRES

2. Impacts des questions relatives au climat, à l'environnement, à l'énergie et aux risques de catastrophes sur les enfants	34
2.1. Impact sur la santé et la nutrition des enfants	35
2.2. Impact sur l'eau, l'assainissement et l'hygiène des enfants	36
2.3. Impact sur l'éducation des enfants	37
2.4. Impact sur la protection de l'enfance	38
2.5. Impact sur la pauvreté des enfants	38
2.6. Impact sur l'inclusion sociale des enfants	39
2.7. Impact sur la démographie et les conflits (migration, urbanisation, etc.)	40
2.8. Impact sur l'accès aux services sociaux de base et les infrastructures	40
2.9. Impact sur la biodiversité	41
3. Réponses et priorités du gouvernement en matière climatique et environnementale	43
3.1. Politiques et stratégies pour les thématiques CEED	46
3.2. Initiatives sur les thématiques CEED en République du Congo	47
3.2.1. Changement climatique	47
3.2.2. Environnement	48
3.2.3. Énergie	48
3.2.4. Principaux acteurs sur CEED	49
4. Politiques, stratégies et programmes des thématiques CEED intégrant les enfants	51
4.1. Intégration des besoins des enfants dans les politiques, stratégies et programmes des thématiques CEED	52
4.2. Intégration des aspects CEED dans les politiques et stratégies d'autres secteurs	52
4.3. Bénéfices pour les enfants issus des investissements et programmes CEED	53
4.4. Inclusion et équité dans les politiques, stratégies et programmes CEED	53
5. Le programme pays de l'UNICEF et ses liens avec le CEED	54
5.1. Programmes en cours	55
5.2. Mobilisation des ressources et partenariats	58
6. Recommandations	59
Références bibliographiques	63
Annexes	66
Annexe 1 : Risques et aléas en République du Congo	66
Annexe 2 : Récapitulatif des données recueillies lors des consultations sur le terrain	68
Annexe 3 : Récapitulatif des données recueillies par secteur	72

SIGLES ET ACRONYMES

BDEAC	Banque de Développement des Etats de l'Afrique Centrale
CEED	Climate, Energy, Environment and Disaster Risk Management (Climat, Energie, Environnement et Réduction des Risques de Catastrophe)
CIFOR	Centre International de Recherche Forestière
CLAC	Climate Landscape Analysis for Children (Analyse du paysage climatique pour les enfants)
CDN	Contribution Déterminée au Niveau National
EJ	Enfants et Jeunes
FAO	Food and Agriculture Organization of the United Nations (Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture)
UNFPA	United Nations Population Fund (Fonds des Nations Unies pour la Population)
GES	Gaz à Effet de Serre
GIEC	Groupe d'experts Intergouvernemental sur l'Evolution du Climat
GHI	Global Hunger Index (Indice Mondial de la Faim)
HCR	Haut-Commissariat des Nations Unies pour les Réfugiés
IDH	Indice de Développement Humain
IRCE	Indice des Risques Climatiques pour les Enfants
IEC	Information - Education - Communication
ND-GAIN	Notre Dame Global Adaptation Initiative
ODD	Objectifs de Développement Durable
ONG	Organisation Non Gouvernementale.
OSC	Organisation de la Société Civile
OMS	Organisation Mondiale de la Santé
PAM	Programme Alimentaire Mondial
PIB	Produit Intérieur Brut
PNAE	Plan National d'Action pour l'Environnement
PME	Partenariat Mondial pour l'Éducation
PNUD	Programme des Nations Unies pour le Développement
PND	Plan National de Développement
RCP	Representative Concentration Pathway (Scénario de concentration représentative)
REDD+	Réduction des Émissions dues à la Déforestation et à la Dégradation des forêts (incluant des initiatives supplémentaires liées à la gestion des forêts)
RGPH5	RGPH5 Recensement Général de la Population et de l'Habitat 5 (2023)
SIAT	Société Industrielle et Agricole de Tabac Tropical
SMART	Standardized Monitoring and Assessment of Relief and Transition (Méthodologie d'enquête simplifiée et standardisée à utiliser en cas d'urgence)
SITAN	Situation Analysis (Analyse de la situation)
SSE	Stratégie Sectorielle de l'Education
SNDD	Stratégie Nationale de Développement Durable
SNGRC	Stratégie Nationale de Gestion des Risque et Catastrophes
UNEP	Programme des Nations Unies pour l'environnement (United Nations Environment Programme)
UNICEF	Fonds des Nations Unies pour l'Enfance (United Nations Fund for Children)
UNICONGO	Union patronale et interprofessionnelle du Congo
WASH	Water, Sanitation and Hygiene (Eau-hygiène et assainissement)

FIGURES

Figure 1 : Situation géographique de la République du Congo	14
Figure 2 : Banque Mondiale, portail des connaissances sur les changements climatiques	17
Figure 3 : Tendances climatiques selon les scénarios pour la période 2030 à 2100	18
Figure 4 : Distribution de la concentration de CO2 par arrondissement ville de Brazzaville et par saison. Légende : S. pluie : saison des pluies ; Saison sèche : Saison sèche.	24
Figure 5 : Décharge sauvage à côté du Centre de tri de Dolisie	25
Figure 6 : Centre de tri d'Owando	26
Figure 7 : Variation de la prévalence de l'insécurité alimentaire dans les ménages entre 2014-2021	29

PRÉFACE

par Madame la Ministre de l'Environnement, du Bassin du Congo et du Développement Durable



Arlette SOUDAN-NONAUT

Ministre de l'Environnement,
du Bassin du Congo et du Développement Durable

La République du Congo se trouve aujourd'hui à un tournant déterminant de son histoire environnementale et humaine. Situé au cœur du Bassin du Congo, notre pays demeure le gardien d'un patrimoine naturel exceptionnel, l'un des plus importants réservoirs de biodiversité au monde. Pourtant, ce rôle s'accompagne de défis croissants: les vagues de chaleur extrêmes, les inondations récurrentes, l'érosion des sols, la pollution urbaine et la dégradation des écosystèmes affectent profondément nos territoires, nos communautés et, de manière disproportionnée, les plus vulnérables, en particulier nos enfants.

C'est dans ce contexte que le présent rapport revêt une importance capitale. Il nous offre une lecture claire, structurée et fondée sur des données fiables des risques climatiques auxquels les enfants sont exposés, tout en identifiant des opportunités et des recommandations essentielles pour renforcer leur résilience. Ce document rappelle une vérité fondamentale : lorsque les droits des enfants, tels qu'analysés dans cette étude sur le paysage climatique

pour les enfants du Congo, sont pleinement intégrés dans l'action publique et appuyés par des données probantes, les politiques climatiques deviennent un puissant levier pour garantir leur protection, leur dignité, leurs chances d'épanouissement et, par-delà, un avenir durable pour notre pays.

Le Gouvernement de la République du Congo renouvelle ici son engagement à placer les droits et les besoins des enfants au cœur de ses politiques climatiques et environnementales. Notre troisième Contribution Déterminée au niveau National (CDN 3.0), nos efforts en faveur de la gestion durable des forêts et notre transition progressive vers une économie verte témoignent de cette ambition. Mais nous devons aller plus loin : il nous faut renforcer les systèmes d'alerte précoce, adapter les infrastructures scolaires et sanitaires, promouvoir l'éducation environnementale, appuyer les initiatives communautaires et garantir que chaque enfant, où qu'il se trouve sur le territoire, puisse grandir dans un environnement sain, sécurisé et porteur d'avenir.

Je tiens à saluer le travail de l'UNICEF et de l'ensemble des partenaires nationaux et internationaux qui ont contribué à cette analyse. Leur engagement montre l'importance d'une approche multisectorielle, inclusive et fondée sur les droits humains. Ensemble, nous pouvons bâtir un Congo plus résilient, où chaque enfant est protégé des risques climatiques et pleinement en mesure de participer au développement durable de notre nation.

Ce rapport n'est pas une conclusion : c'est une invitation à l'action, un appel à la responsabilité collective et un engagement envers les générations futures. En tant que Ministre de l'Environnement, du Bassin du Congo et du Développement Durable, je réaffirme la détermination du Congo à faire de la résilience climatique des enfants une priorité nationale et à transformer les défis d'aujourd'hui en opportunités pour un avenir plus juste, plus vert et plus prospère.

Pour nos enfants, pour notre pays, pour la planète.

PRÉFACE

par Madame la Représentante de l'UNICEF



Mariavittoria BALLOTTA

Représentante de l'UNICEF
en République du Congo

Le changement climatique représente l'un des défis les plus complexes et les plus déterminants de notre époque. Ses impacts dépassent largement la seule dimension environnementale : ils influencent profondément les trajectoires de développement, la stabilité des sociétés et, plus encore, le bien-être et l'avenir des enfants.

En République du Congo, les aléas climatiques récurrents – inondations, variabilité accrue des précipitations, épisodes de chaleur extrême, perte de biodiversité et pressions environnementales – exercent une pression croissante sur les systèmes sociaux essentiels et sur les conditions de vie des enfants, des adolescents, des jeunes et des communautés.

Les inondations de 2023 et 2024 ont révélé la vulnérabilité structurelle de plusieurs départements et infrastructures sociales, ainsi que la fragilité des mécanismes de continuité des services sociaux essentiels en période de crise. Ces chocs affectent directement la réalisation des droits de l'enfant : interruptions scolaires, risques sanitaires accrus, insécurité alimentaire, difficultés d'accès à l'eau potable et aux services d'hygiène et d'assainissement, ou encore risques de protection exacerbée.

Face à ces constats, le Comité des Droits de l'Enfant a recommandé au gouvernement du Congo en 2024 de réaliser des études sur l'impact des droits de l'enfants et de réviser en conséquence la Stratégie nationale de prévention et de réduction des risques de catastrophe adoptée en 2021 et le plan d'action

y afférent, et d'inclure des mesures d'atténuation des chocs climatiques et d'adaptation à leurs effets dans les secteurs de l'éducation et de l'action sociale et dans le système de santé. Il préconise également d'intégrer des mesures pour limiter les effets des chocs climatiques et s'adapter à leurs conséquences dans les domaines de l'éducation, de l'action sociale et du système de santé.

C'est dans ce contexte que l'UNICEF et le ministère de l'Environnement, du Développement Durable et du Bassin du Congo ont souhaité approfondir la compréhension des impacts spécifiques et différenciés du changement climatique sur les enfants. Fondée sur une méthodologie rigoureuse, **l'Analyse du Paysage Climatique pour les Enfants du Congo** fournit une étude détaillée des vulnérabilités induites par le changement climatique, tout en intégrant les particularités territoriales, sociales et économiques du pays. Ce rapport propose également des orientations stratégiques et opérationnelles concrètes, destinées à renforcer durablement la résilience des enfants et des systèmes sociaux essentiels face aux chocs climatiques. Il met en évidence la nécessité d'adopter des solutions structurelles, préventives et inclusives, en cohérence avec les priorités nationales, notamment la Contribution Déterminée au niveau National. Il rappelle également une vérité fondamentale : **protéger les enfants face au changement climatique, c'est protéger leurs droits, c'est investir dans le capital humain et dans un développement durable à long terme.**

Enfin, ce document confirme une conviction centrale pour l'UNICEF : bien que les enfants et les jeunes du Congo soient parmi les plus touchés par les impacts du changement climatique, ils sont également porteurs de solutions. Leur implication, leur engagement et leur capacité à innover doivent être reconnus, valorisés et soutenus. En plaçant les enfants au cœur de l'action climatique et en leur donnant une véritable place dans les processus décisionnels, la République du Congo et ses partenaires contribuent à des réponses climatiques plus équitables, plus efficaces et plus durables.

L'UNICEF réaffirme son engagement à accompagner le Gouvernement de la République du Congo dans la mise en œuvre de cette vision, en collaboration étroite avec l'ensemble des partenaires institutionnels, privés et communautaires.

Agissons ensemble pour construire un futur plus résilient, plus inclusif et plus durable – pour et avec les enfants du Congo.

RÉSUMÉ EXÉCUTIF

La **République du Congo**, située en Afrique centrale, est un pays confronté à des défis environnementaux et climatiques multiples qui affectent de manière disproportionnée les segments de la population déjà vulnérables à la base. Cette analyse du paysage climatique pour les enfants (CLAC) en République du Congo révèle des vulnérabilités multiples et des impacts profonds du changement climatique sur la vie des enfants et des jeunes. Depuis 2014, la baisse prolongée des prix du pétrole a exacerbé la précarité économique, limitant les investissements dans des secteurs clés tels que l'éducation, la santé et la nutrition. La pandémie de COVID-19 a agi comme un catalyseur, aggravant la situation des ménages et des services sociaux et exposant davantage les enfants et leurs familles aux risques accrus de vulnérabilités multifformes.

L'Indice des Risques Climatiques pour les Enfants

(IRCE, 2021)¹, publié par l'UNICEF, classe le Congo au 48^e rang mondial, témoignant la vulnérabilité critique des enfants face aux aléas climatiques tels que les inondations, les sécheresses et les vagues de chaleur. De plus, l'Indice mondial de la Faim (GHI, 2024)² positionne le pays au 96^e rang sur 127 pays, signalant une insécurité alimentaire chronique. Enfin, l'Indice de Développement Humain (IDH-2023)³ classe le Congo au 149^e rang sur 193 pays, reflétant un niveau de développement faible aggravé par des crises climatiques récurrentes.

Ces statistiques mettent en lumière une réalité alarmante : les enfants, qui représentent une grande proportion de la population congolaise (47.2%)⁴, subissent les impacts croissants du changement climatique. Cette situation est amplifiée par une dépendance excessive aux combustibles fossiles (76% de l'approvisionnement énergétique total en 2025)⁵.

LES CHIFFRES CLÉS



47,2%

Les enfants représentent près de la moitié de la population congolaise



48^e

Classement du Congo selon l'Indice des Risques Climatiques pour les Enfants (IRCE – UNICEF 2021)



96^e

Classement du Congo selon l'Indice mondial de la Faim (GHI 2024)



149^e

Classement du Congo selon l'Indice de Développement Humain (IDH 2023)



76% de l'approvisionnement énergétique total (2025)

Dépendance du pays aux combustibles fossiles



RISQUES CLIMATIQUES ET IMPACTS SUR LES ENFANTS

Les phénomènes climatiques extrêmes, notamment les inondations, les glissements de terrain et les vagues de chaleur, ainsi que l'élévation du niveau de la mer entraînent des répercussions immédiates et à long

terme sur les enfants et les jeunes. Les inondations historiques de 2023 ont touché plus de 525 456 personnes⁶.

SANTÉ ET NUTRITION

En matière de santé, le paludisme reste la principale cause de mortalité infantile (54% des décès des enfants de moins de cinq ans), suivi des infections respiratoires aiguës (IRA-18%) et de la diarrhée (17%)⁷. Le changement climatique exerce une influence majeure sur la propagation du paludisme en créant un biotope favorable aux moustiques anophèles, principaux vecteurs de la maladie. L'intensification des précipitations et l'élévation du taux d'humidité créent des gîtes larvaires propices à leur reproduction,

augmentant ainsi le risque de transmission. Ces mêmes variations climatiques ont une influence sur la productivité et les rendements des terres agricoles, aggravant la situation nutritionnelle des enfants. La situation est particulièrement préoccupante dans le département de la Likouala, où 5,9% des enfants de moins de cinq ans souffrent de malnutrition aiguë globale et 31,1% de malnutrition chronique⁸. Ces taux élevés sont étroitement liés à l'insécurité alimentaire et au manque d'eau potable.

ÉDUCATION

La République du Congo, où le taux d'alphabétisation chez les personnes âgées de plus de 15 ans est de 80,3% en 2020, a accompli des progrès significatifs dans l'accès de tous à une éducation de qualité. Dans le même temps, la crise climatique fait ressortir certains défis. Les infrastructures éducatives, déjà fragiles, sont souvent détruites par les catastrophes naturelles et surtout les conditions climatiques notamment les pluies, la hausse des températures, l'absence d'eau potable, les vents violents qui rendent difficiles l'accès ou le maintien des élèves à l'école empêchant ceux-ci d'accéder à une éducation continue. C'est le cas des inondations de 2023 qui ont interrompu la scolarité

de 43 883 élèves⁹, principalement dans les districts de Dongou, Liranga et Epéna. Les interruptions scolaires prolongées nuisent particulièrement aux filles et aux populations autochtones, augmentant ainsi les inégalités d'accès à l'éducation. Les mesures palliatives comme le renforcement des capacités des enseignants, la dotation de la logistique scolaire (cahiers, manuel didactique, l'outil informatique), la disponibilité en électricité et en eau potable, la création des cantines scolaire, la réhabilitation des logements des communautés, sont autant nécessaire à mettre en œuvre afin d'encourager l'apprentissage discontinu des enfants.

ANALYSE DES FACTEURS CLÉS : climat, biodiversité, énergie et environnement

En matière de climat, les changements en République du Congo se manifestent par une augmentation constante des températures, qui atteindrait 1,5°C à l'horizon 2040 et jusqu'à 3,5°C d'ici 2070, selon les projections du GIEC (scénario RCP8.5). Ces hausses

de température aggravent les vagues de chaleur, la déforestation et la dégradation des sols, l'élévation du niveau de la mer et l'érosion côtière, mettant en péril la viabilité des écosystèmes du Congo.



BIODIVERSITÉ

La République du Congo dispose d’une couverture forestière estimée à 22,4 millions d’hectares, soit 65% de forêt et 35% de savane¹⁰. Selon les estimations de la FAO, le taux de déforestation annuel pour le Congo se situe autour de 0,1%, soit 17 000 hectares. En 2015, le pays disposait d’une couverture forestière de 23,5 millions d’hectares de forêts, représentant 69% du territoire national avec un taux de déforestation et de dégradation forestière de 0,05% par an, soit environ 12 000 hectares/an (CNIAF, 2015)¹¹. La biodiversité en elle-même représente 10% de l’ensemble du territoire nationale. Le Congo dispose de 13% d’aires protégées et de l’aire marine protégée de la baie de la Loango qui renferme des espèces faunique et floristiques spécifiques (ACFAP 2016).

La République du Congo et la République Démocratique du Congo (RDC) abritent aussi une importante zone de tourbière qui constitue le deuxième stock de carbone souterrain du monde, le plus important dans les tourbières de la Cuvette avec, en moyenne, 2.186 tonnes de Carbone par hectare¹². Le Congo abrite environ 1/3 des tourbières connues dans la Cuvette Congolaise du bassin du Congo, qui constitue le plus grand complexe continu de tourbières tropicales au monde. Environ 20% de ces tourbières sont couvertes par les concessions qui pourraient être exploitées durablement et 70% de la zone est composée de forêts et d’herbages humides, inondées de manière saisonnière. Malgré le fait que ces écosystèmes soient bien préservés, la biodiversité et les ressources naturelles de ce biotope sont de plus en plus menacées par les activités anthropiques.

ÉNERGIE

Énergie : Le Congo offre des opportunités d’exploitation d’autres types d’énergie pour la production d’électricité, telles que l’énergie solaire grâce à un ensoleillement de 12h par jour ou encore la biomasse grâce à un domaine forestier couvrant plus de 20 millions d’ha, soit plus de 60% du territoire national¹³. Le système énergétique du Congo repose principalement sur l’énergie fossile, avec une contribution limitée des sources renouvelables. Outre l’énergie solaire, le gouvernement donne la priorité au développement de l’énergie hydroélectrique

ENVIRONNEMENT

La gestion inadéquate des déchets solides et liquides dont la gestion précaire des excréta dû à l’absence des latrines fiables, notamment dans les grandes villes comme Brazzaville et Pointe-Noire, contribue



à l’échelle nationale. Plus précisément, la construction du barrage hydroélectrique de Sounda produira de 600 à 800 MW d’électricité, marquant ainsi une étape cruciale dans la transformation énergétique du pays. Le pays dispose d’un potentiel hydroélectrique estimé à 22 000 MW, dont seulement 3% sont exploités. À ce jour, trois barrages sont opérationnels dans le pays : les barrages hydroélectriques d’Imboulou (120 MW), de Moukouloulou (74 MW) et de Liouesso (19 MW)¹⁴.

à la pollution des sols et des nappes phréatiques, la pollution de l’air et des cours d’eau en augmentant les risques sanitaires surtout chez les enfants, les jeunes filles et les femmes enceintes.



RISQUES DE CATASTROPHES NATURELLES

Les infrastructures du pays sont mal préparées pour faire face aux catastrophes naturelles. Par exemple, les systèmes d’approvisionnement en eau, les habitations, les cultures vivrières, les infrastructures socio-sanitaires sont souvent détruits par les inondations et les glissements de terrain, entraînant des pénuries

et une propagation accrue des maladies hydriques, affectant particulièrement les communautés locales. Il incombe aux autorités de mettre en place un plan d’intervention d’urgence en cas de catastrophes, au mieux des mesures d’adaptation résilient au changement climatique.



LA SITUATION DU CLIMAT, DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'ÉNERGIE ET DE LA RÉDUCTION DES RISQUES DE CATASTROPHES EN RÉPUBLIQUE DU CONGO



En République du Congo, les activités anthropogéniques (l'industrialisation, l'agriculture, la déforestation, la construction des infrastructures et les transports, etc.) intensifient le changement climatique, exacerbant la fréquence et la gravité des phénomènes météorologiques extrêmes, tels que les inondations, les fortes chaleurs, les vents violents qui touchent une partie significative de la population avec les impacts réels sur la biodiversité, les tourbières, l'éducation, la nutrition, la santé publique et l'économie nationale. Pour atténuer ces effets, il est impératif de mieux comprendre le problème afin de proposer des solutions durables et inclusives qui protègent les droits des enfants et des jeunes.

1.1. CONTEXTE DU PAYS

La République du Congo, située à cheval sur l'équateur entre 4°N et 5°S de latitude et entre 11° et 19°E de longitude, s'étend sur 342 000 km² et occupe une position stratégique au cœur du deuxième massif forestier mondial. Elle fait partie intégrante du « bassin forestier du Congo » limitée au Nord par le Cameroun et la République Centrafricaine, à l'Est par la République Démocratique du Congo (RDC), au Sud par l'enclave du Cabinda et l'Angola, à l'Ouest par le Gabon et s'ouvre sur l'Océan Atlantique, sur 170km de côte (figure 1). Le territoire est majoritairement recouvert de forêts, environ 23,5 millions d'hectares, représentant 65% de la superficie nationale et les savanes occupent près de 35%.

Le Congo compte actuellement 6 142 180 habitants selon le dernier recensement (RGPH5-2023) . La structure démographique du pays se distingue par une forte proportion de jeunes, avec plus de 47.2% des habitants âgés de moins de 18 ans. Ce profil démographique est accompagné d'une urbanisation rapide, concentrée dans les deux principales villes, Brazzaville et Pointe-Noire, qui abritent plus de 70% de la population nationale. Cette urbanisation accélérée, souvent incontrôlée, pose de sérieux défis en termes de gestion des infrastructures et d'accès aux services et de durabilité des services publics. En parallèle, les populations autochtones, représentant 1,2% de la population totale, occupent une place importante dans la diversité culturelle, et dans la conservation des ressources naturelles du pays.

Les populations autochtones font face à des vulnérabilités spécifiques notamment, avec un taux d'insécurité alimentaire alarmant de près de 46%, supérieur à la moyenne nationale de 41%. Pour répondre aux besoins de la population, tout en veillant à ne pas marginaliser les groupes vulnérables, comme les enfants et les populations autochtones, la République du Congo dans son PND 2022-2026 à proposer des mesures pour faire face à ces défis démographiques et sociaux, combinés à l'urbanisation croissante, nécessitant des politiques inclusives et durables.

À partir de 2015, le Congo a traversé une crise économique et financière importante en raison de la baisse des prix internationaux du pétrole, ce qui a entraîné une chute significative des revenus issus de ses exportations²¹ limitant les investissements dans des secteurs essentiels tels que l'éducation et la santé. La pandémie de COVID-19 en 2020 a amplifié ces difficultés, aggravant la situation des ménages et des services sociaux, ce qui expose les enfants et leur famille à la précarité. À cette instabilité économique s'ajoutent les effets croissants du changement climatique, qui posent des risques majeurs pour les gains de développement du pays. La Banque Mondiale soulignait que « la République du Congo se trouve à la croisée des chemins. Le changement climatique menace les gains de développement du pays et constitue un risque pour son capital naturel, physique et humain, et donc pour ses objectifs de développement »¹⁸.

LES CHIFFRES CLÉS



342 000 km²

Superficie totale du pays



6 142 180

habitants (RGPH5, 2023)¹⁵



23,5 M ha

de forêts couvrent le territoire national

RÉPUBLIQUE DU CONGO



Figure 1: Situation géographique de la République du Congo¹⁷

Les impacts climatiques, tels que les sécheresses, glissement de terrain, les inondations et les modifications des régimes de précipitations, affectent directement les moyens de subsistance, particulièrement dans les zones rurales. Les zones rurales, où l'agriculture constitue la principale activité économique, sont particulièrement touchées. Ces phénomènes compromettent la sécurité alimentaire et aggravent les inégalités d'accès à des services sociaux de base (eau potable, les latrines appropriées, etc.), accentuant les risques sanitaires liés aux maladies hydriques¹⁹.

L'instabilité économique et les effets des crises climatiques ont entraîné des conséquences directes sur les populations les plus vulnérables, notamment les enfants et les jeunes. Ces derniers sont confrontés à un accès limité aux services sociaux de base et à une éducation de qualité insuffisante, et à des opportunités économiques réduites, ce qui accentue les inégalités sociales. Selon le rapport de l'UNICEF (2022), ces conditions précaires contribuent à la

vulnérabilité des enfants, y compris ceux en situation de rue ou victimes de traite, exacerbant les défis déjà existants en matière de protection sociale²⁰.

Le Congo étant caractérisée par une économie fortement dépendante du secteur pétrolier, son Produit Intérieur Brut (PIB) nominal prévisionnel pour l'année 2023 est estimé à 14,2 milliards de dollars américains²¹. Le pétrole a généré 1/4 du PIB, les 2/3 des recettes budgétaires et plus de 80% des recettes d'exportation en 2023, et le secteur forestier contribuent seulement à 5,6% du PIB¹⁸.

En 2023-2024, les départements de la Likouala, des Plateaux et de la Cuvette⁸ ont été confrontés à une crise climatique majeure. Les inondations récurrentes ont aggravé les conditions de vie déjà précaires, avec des besoins urgents en eau potable, électricité, santé, nutrition, éducation et protection des enfants surtout qu'après le retrait des eaux, les populations se sont retrouvées avec des infrastructures endommagées.



LES CHIFFRES CLÉS



14,2 Mds \$

PIB nominal estimé 2023
économie pétro-
dépendante



80%

exportations



67%

recettes budgétaires



25%

part du PIB

1.1.1. Le climat en République du Congo

Le climat du Congo est de type équatorial avec une structure bimodale dont la durée de la saison sèche diminue du Sud (3 à 4 mois) vers le Nord (1 à 2 mois). La distribution des précipitations annuelles dépend de la convergence intertropicale et aussi des états de surface : 1300 mm d'eau en moyenne dans les vallées ou dépressions et plus de 1800 mm d'eau sur les massifs montagneux et plateaux.

Par ailleurs, la République du Congo présente trois types de climat à savoir :

Le climat équatorial

Le climat équatorial dans le nord du pays, caractérisé par une forte humidité et une pluviosité supérieure à 1 700 mm avec une température moyenne comprise entre 24°C et 26°C

Le climat subéquatorial

Le climat subéquatorial, connu dans les régions des plateaux et de la cuvette, est intermédiaire entre ces deux précédents ; les précipitations moyennes annuelles y sont de l'ordre de 1 600 mm

Le climat tropical humide

Le climat tropical humide dans le sud-ouest, où les précipitations moyennes annuelles varient entre 1 200 mm dans le sud et 1 700 mm sur les reliefs proches du Gabon ; la température moyenne mensuelle est comprise entre 21°C et 27°C



Le Congo est confronté à des défis climatiques, tels que l'irrégularité des précipitations et l'augmentation des températures, qui affectent l'agriculture, la sécurité alimentaire et la santé. Actuellement, 36% de la population vit en situation d'insécurité alimentaire, le paludisme est la cause de 54% des décès des enfants de moins de cinq ans, suivi des infections respiratoires aiguës (18%) et de la diarrhée (17%)²². Aussi, les projections indiquent une diminution des rendements agricoles de 5 à 15% d'ici 2050 en raison du changement climatique²³.

Bien que le pays soit rarement touché par des catastrophes naturelles majeures, certains départements comme la Likouala dans le nord, connaissent régulièrement des graves inondations²⁴ en particulier entre 2022 et 2023. Ces inondations ont entraîné la mort de 15 personnes et 9 disparitions, ainsi que le déplacement temporaire de populations, voire une migration climatique vers d'autres localités. Ces phénomènes compromettent les moyens de subsistance des communautés locales et freinent le développement socio-économique.

1.1.2. Tendances historiques et projections climatiques

Depuis les années 1960, à l'instar de l'ensemble de l'Afrique centrale, le Congo connaît une hausse progressive des températures et des changements significatifs dans les régimes de précipitations. Entre 1960 et 1990, Brazzaville a enregistré une augmentation de 1°C (Figure 2), tandis que dans d'autres départements du pays, cette hausse variait entre 0,6°C et 1,6°C. Ces hausses de température s'accompagnent d'une intensification de vague de chaleur, qui affectent particulièrement les enfants et adolescents, les nouveaux nés, les jeunes enfants et les personnes vulnérables (handicapés, albinisme), en raison de leur fragilité physique et de leur dépendance à des ressources et services stables. Le rapport sur les projections climatiques du Congo basées sur le scénario RCP8.5 du Groupe d'Experts Intergouvernemental sur l'Evolution du Climat (GIEC) indique une augmentation des températures de 0,5°C à 1°C à l'horizon 2020, de 1,5°C à l'horizon 2040 et de 2°C à 3,5°C à l'horizon 2070²⁵ (figure 2).

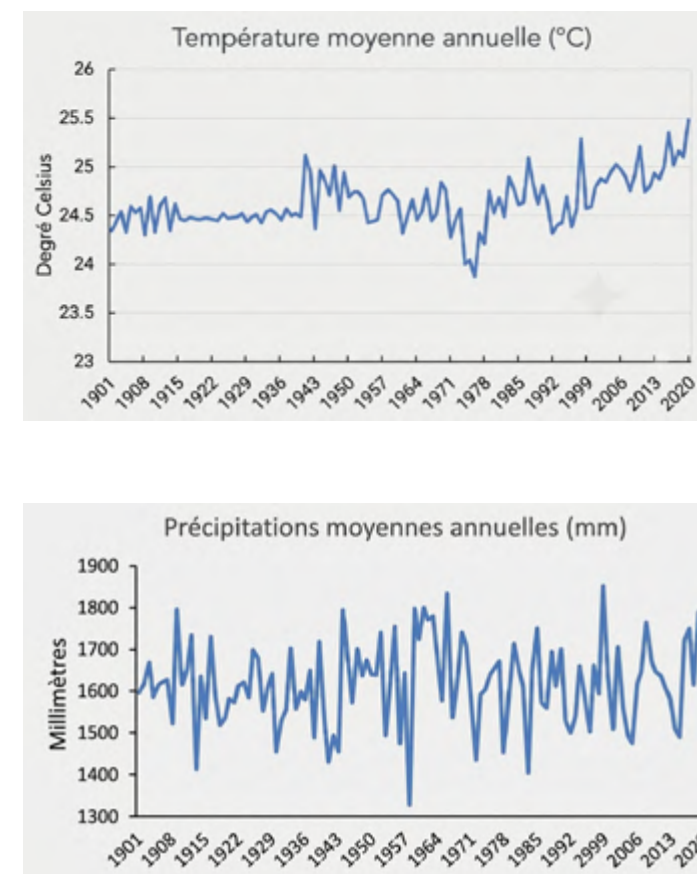


Figure 2 : Températures annuelles moyennes (°C) et précipitations annuelles moyennes (mm) en République du Congo de 1901 – 2020. Source : Banque Mondiale, portail des connaissances sur les changements climatiques.



1.2. PROJECTIONS CLIMATIQUES

La République du Congo connaît une variabilité accrue des pluies, avec des périodes de sécheresse, suivies de pluies torrentielles qui provoquent des inondations, perturbant l'agriculture, l'approvisionnement en eau, et la santé. Selon la Banque Mondiale (2022)²⁶, les futurs changements climatiques en République du Congo dépendent largement des trajectoires d'émissions mondiales de gaz à effet de serre (GES). Trois scénarios appelés Profils Représentatifs d'Évolution de Concentration (RCP) sont utilisés pour modéliser ces projections climatiques :

- **Le scénario 1 optimiste (RCP 2.6)** : projette une réduction significative des émissions de GES permettrait de limiter l'augmentation de la température mondiale moyenne à 1,5°C par rapport aux niveaux préindustriels.
- **Le scénario 2 modéré (RCP 4.5)** : projette à son tour une stabilisation des émissions qui conduirait à une hausse moyenne des températures d'environ 2°C.
- **Le scénario 3 pessimiste (RCP 8.5)** : projette sans mesures supplémentaires, les températures qui pourraient augmenter de 5 à 6°C d'ici la fin du siècle.

Impacts Climatiques Prévisibles

Sur la base des températures moyennes, d'ici 2050, les températures au Congo pourraient augmenter de 1,2°C dans le scénario RCP 4.5. À l'horizon 2100, les hausses varieraient entre 1,5 et 3°C selon les scénarios envisagés par Service Center Germany Climate. Le climat futur de la République du Congo sera étroitement lié aux efforts globaux pour réduire les émissions de gaz à effet de serre. Les variations prévues des températures et des précipitations, bien que dépendantes des scénarios d'émissions, soulignent la nécessité d'actions ambitieuses pour limiter les impacts négatifs sur l'environnement et les communautés locales.



1.3. MÉTHODOLOGIE DE L'ÉTUDE

La méthodologie adoptée pour cette étude sur l'analyse du paysage climatique pour les enfants en République du Congo (Climate Landscape Analysis for Children) dont l'objectif général a consisté à faire une évaluation de la prise en compte des enfants, adolescents et jeunes dans les politiques de développement de la résilience du pays contre le changement climatique. Elle s'est appuyée sur une approche mixte combinant une revue approfondie de la littérature et des consultations de terrain.

La collecte des données a été réalisée en deux phases principales, notamment la revue documentaire et les consultations des parties prenantes (du 26 août au 10 septembre 2024). Ces consultations ont impliqué une diversité d'acteurs, notamment les enfants et les jeunes, y compris les enfants autochtones et ceux vivant avec handicap, les directeurs départementaux et directeurs centraux sectoriels, ainsi que des représentants d'organisations internationales, d'organisations non gouvernementales (ONGs) et d'Organisations de la société civile (OSCs). Cette démarche a permis de recueillir des perspectives variées et enrichissantes sur les défis spécifiques auxquels sont confrontés les enfants et les jeunes dans le contexte du changement climatique et de vulnérabilité accrue face aux catastrophes naturelles.

Ainsi, cette méthodologie visait à obtenir une vue complète et nuancée des enjeux, en favorisant une approche participative et inclusive. Les résultats ont permis d'identifier les impacts potentiels sur les enfants et les jeunes et de mieux comprendre les attentes des parties prenantes quant aux mesures nécessaires pour atténuer les effets du changement climatique et protéger les enfants et les jeunes.

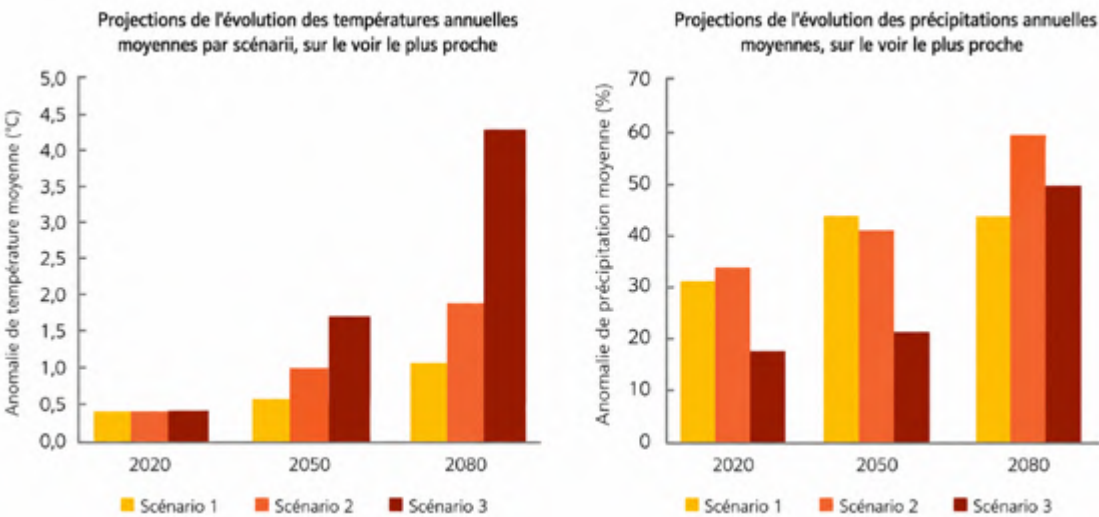


Figure 3: Tendances climatiques selon les scénarios pour la période 2030 à 2090.
Source : Banque Mondiale, portail des connaissances sur les changements climatiques

1.4. DYNAMIQUES SOCIALES

L'analyse des interactions et synergies entre acteurs clés en République du Congo identifie des opportunités pour optimiser les efforts climatiques ciblant les enfants et les jeunes. Le Gouvernement collabore avec les agences onusiennes (UNICEF, PNUD, FAO, OMS, HCR) et les ONG locales dans les domaines de WASH, santé, Nutrition, Education, humanitaire en vue de l'amélioration des conditions de vie des populations résilientes au dérèglement climatique constitue un atout majeur pour répondre aux défis climatiques en

faveurs des jeunes et enfants. Les partenariats public-privé apportent des solutions innovantes (technologies adaptées, écoles vertes) pour le développement de la résilience des enfants et jeunes en république du Congo. En conciliant approches technologiques et communautaires, des stratégies intégrées de développement de la résilience pourraient répondre efficacement aux défis climatiques auxquels font face les enfants et les jeunes vulnérables.

1.4.1. Sensibilisation, récits médiatiques et désinformation

La sensibilisation du public aux enjeux environnementaux en République du Congo, notamment à Brazzaville, s'est récemment renforcée grâce à plusieurs initiatives. Parmi celles-ci, figure la remise en 2024 d'un manifeste de jeunes intitulé « Agir aujourd'hui pour la sauvegarde du bassin du Congo » par des représentants de plusieurs organisations de jeunes engagés dans la protection de l'environnement à Madame la Ministre de l'Environnement, du Développement Durable et du Bassin du Congo. Ce document appelle à une prise de conscience collective et à des actions concrètes pour préserver la biodiversité et les tourbières et répondre aux défis posés par la dégradation des écosystèmes²⁷.

La Délégation de l'Union Européenne en République du Congo quant à elle a aussi organisé, en 2024, les Semaines de la Diplomatie Verte. Cet événement comprenait la 3^e édition du Forestival, visant à sensibiliser à la protection des forêts congolaises, et une rencontre citoyenne des jeunes axée sur l'agriculture durable. En outre, on note aussi la sensibilisation des thématiques sur la journée mondiale de l'environnement et la journée internationale du zéro déchet par les jeunes œuvrant dans la protection de l'environnement. Ces activités menées par des jeunes ont permis de mobiliser divers acteurs autour des enjeux environnementaux et climatiques.

1.4.2. Perception du risque, attitudes et opinion publique

Les consultations sur le terrain ont permis de récolter des données riches et variées sur la perception des risques climatiques, les attitudes des différentes parties prenantes et l'opinion publique en République du Congo. Ces perspectives, collectées dans les localités de Brazzaville, Pointe-Noire, Dolisie, Impfondo, Owando et Djambala, révèlent à la fois une prise de conscience grandissante et des attentes importantes envers les décideurs.

Perception du risque : Les participants ont une vision fragmentée, contextualisée et partagée, combinant une compréhension à la fois intuitive et technique des risques climatiques. Dans des zones urbaines comme Brazzaville et Pointe-Noire, les habitants identifient plusieurs menaces majeures, notamment l'érosion des sols, les inondations, le glissement de terrain, la déforestation et la pollution, les vagues de chaleur. Les enfants et les jeunes, en particulier, perçoivent ces événements climatiques comme des facteurs perturbant directement leur vie quotidienne, notamment à travers l'augmentation des maladies hydriques et respiratoires ainsi que la destruction d'infrastructures telles que les écoles et les maisons.

Dans les zones rurales comme Impfondo et Djambala, la perception des risques est également liée à des conséquences immédiates notamment la malnutrition liée à la raréfaction des produits agricoles, les épidémies ainsi que les déplacements forcés des populations. Les jeunes de ces régions expriment un sentiment de marginalisation, estimant que peu d'attention est accordée aux zones isolées où l'accès à l'électricité et à l'eau potable demeure un défi majeur.

Attitudes : Les attitudes varient en fonction des groupes consultés. Les enfants et les jeunes manifestent un intérêt croissant pour participer aux actions climatiques, mais indiquent un manque de ressources pour s'engager pleinement et signalent qu'ils ne sont pas suffisamment associés aux initiatives en cours. Ils appellent à des initiatives concrètes, telles que la sensibilisation à l'importance de la conservation de la biodiversité, les tourbières, les mangroves, le reboisement, ainsi que l'organisation d'ateliers participatifs. À Brazzaville et à Dolisie, par exemple, les enfants et les jeunes ont proposé de planter des arbres pour limiter l'érosion des sols et de construire des infrastructures résilientes pour protéger les écoles contre les intempéries. Les perceptions des institutions publiques et les ONGs sont plus techniques et systémiques.

Les représentants des administrations reconnaissent les connexions entre les politiques environnementales et sociales, mais font état d'un fatalisme lié à l'insuffisance des ressources et à la faible coordination intersectorielle. Certains estiment que la planification nationale n'intègre pas suffisamment les besoins locaux, ce qui complique la mise en œuvre des actions de résilience climatique.

Opinion publique : Malgré les défis, les consultations ont révélé des attentes fortes des communautés locales. Un consensus émerge autour de la nécessité de renforcer la résilience des infrastructures. Par exemple, à Djambala, les participants proposent la construction de maisons durables dans les zones à risque et

l'installation de citernes pour le stockage d'eau potable. Les enfants et les jeunes insistent sur l'importance d'établir des espaces verts communautaires et de moderniser les écoles et les hôpitaux pour mieux répondre aux besoins climatiques et sociaux.



L'analyse des données récoltées met en lumière plusieurs tendances clés dont les suivantes :

- 1) Les enfants et les jeunes perçoivent le changement climatique comme une menace directe sur leur avenir, mais manquent souvent d'informations sur les causes sous-jacentes telles que les émissions de gaz à effet de serre ou la déforestation ;
- 2) Les administrations consultées reconnaissent l'importance de coordonner les politiques climatiques avec les besoins locaux, mais sont confrontées à des contraintes structurelles et financières ;
- 3) Les enfants et les jeunes en situation de handicap ainsi que ceux issus des communautés autochtones

expriment un sentiment d'abandon et de marginalisation par les pouvoirs publics face à leur vulnérabilité au changement climatique ;

- 4) Les communautés rurales ressentent un sentiment de « laisser pour compte », mais font preuve d'une résilience remarquable face aux aléas climatiques. Ces perceptions variées révèlent un besoin urgent de mobiliser toutes les parties prenantes – communautés locales (surtout les plus vulnérables : enfants, jeunes, femmes, personnes vivant avec handicap, communautés autochtones), administrations, et société civile – pour créer des solutions inclusives et adaptées aux réalités locales. L'ensemble des données collectées au cours des consultations est détaillé dans les Annexes 2 et 3.



Les jeunes voient le climat comme danger direct, mais ignorent les causes réelles



Enfants handicapés & autochtones = marginalisés face au changement climatique



Communautés rurales = laissées pour compte mais font preuve de résilience

1.5. ENVIRONNEMENT

Les inondations de 2024, qui ont touché plus de 30% de la population¹⁵, illustrent la fragilité croissante du pays face aux aléas climatiques. Ces catastrophes se sont aggravées par divers facteurs, notamment la géographie du pays caractérisée par d'importants bassins fluviaux, l'insuffisance des infrastructures de drainage, ainsi qu'une déforestation, certes modérée mais en augmentation, qui affaiblit la résilience des écosystèmes naturels. En outre, la précarité économique et la dépendance des populations aux ressources naturelles aggravent l'impact des phénomènes climatiques extrêmes, rendant ainsi les communautés rurales particulièrement vulnérables aux aléas

environnementaux. Face à ces défis, le Congo a mis en place plusieurs initiatives pour renforcer la gestion des écosystèmes. Des programmes de reforestation et de gestion durable des forêts sont en cours pour limiter la déforestation et restaurer les zones dégradées et des mangroves. Par ailleurs, des actions sont menées pour améliorer les infrastructures de drainage et renforcer la résilience des bassins fluviaux face aux inondations. La sensibilisation des communautés locales à la gestion durable des ressources naturelles constitue également une priorité afin de réduire leur vulnérabilité aux aléas environnementaux.

1.5.1. Pollution et dégradation des sols

La pollution des sols est exacerbée par l'utilisation de pesticides et d'engrais chimiques en agriculture par des sociétés comme SARIS Congo²⁷, ainsi que par la gestion insuffisante des déchets solides en milieu urbain, notamment à Brazzaville et Pointe-Noire²⁸. L'accumulation de plastiques et de substances toxiques entraîne une contamination progressive des terres agricoles et des nappes phréatiques, menaçant la

biodiversité et la sécurité alimentaire. Par ailleurs, les inondations et les glissements de terrain modifient le paysage et entraînent la pollution des sols. Les conséquences de ces phénomènes sont multiples, incluant la diminution des rendements agricoles, la perte de biodiversité et l'augmentation des risques sanitaires pour les populations locales.

1.5.2. Ressources en eau

Le Congo dispose de ressources hydriques abondantes, estimées à 1522 milliards de mètres cubes, soit un potentiel de 88 196 m³ par an et par habitant²⁹. Ce réseau repose sur deux grands bassins fluviaux : le bassin du fleuve Congo (72% de la superficie nationale) et celui du Kouilou-Niari (16%), complétés par des bassins côtiers secondaires et une façade maritime de plus de 120 km.

Défis d'accès à l'eau potable : Malgré cette richesse, seuls 74% de la population accèdent à des services élémentaires d'eau potable, et 20% aux services élémentaires d'assainissement. Les infrastructures vétustes, notamment à Brazzaville et Pointe-Noire, les délestages électriques et les forages privés non contrôlés aggravent l'insécurité hydrique. En 2020, seuls 59% des urbains et 19% des ruraux bénéficiaient de services d'eau potable gérés en toute sécurité, tandis que 38% avaient accès à des latrines à fosses étanches et 8% pratiquaient encore la défécation à l'air libre³⁰.



1.5.3. Qualité de l'air

Bien que le Congo contribue marginalement aux émissions mondiales de gaz à effet de serre, il demeure vulnérable aux effets du changement climatique. La qualité de l'air est fortement impactée par les activités humaines et industrielles. L'exploitation pétrolière, principale source de la pollution de l'air concentrée principalement dans la région du Kouilou, émet des polluants atmosphériques tels que le dioxyde de soufre (SO₂) et les oxydes d'azote (NO₂), ce qui entraîne une dégradation de l'air et expose les populations locales à des risques sanitaires importants. De plus, la combustion de biomasse, notamment le charbon de bois utilisé comme principale source d'énergie domestique, aggrave cette dégradation de la qualité de l'air, contribuant à l'augmentation des cas de maladies respiratoires.

Un rapport de State of Global Air, publié en 2024,

souligne que la pollution de l'air figure parmi les cinq principaux facteurs de risque pour décès au Congo, avec moins de 10 mille décès attribuables à cette pollution³¹. Une étude menée par Diambalou et al. (2023) a classé Brazzaville parmi les villes les plus polluées du pays³².

Cette analyse, réalisée entre 2020 et 2022 dans neuf quartiers de Brazzaville, a évalué les concentrations de polluants automobiles, notamment CO, CO₂, et NO₂ dans l'air. Les résultats ont révélé une augmentation significative des concentrations de ces polluants en 2022 par rapport à 2020, signalant une détérioration de la qualité de l'air. Cette dégradation expose particulièrement les groupes vulnérables, tels que les enfants et les jeunes, qui sont exposés à un risque accru de maladies respiratoires, troubles cardiovasculaires, et cancers.

En effet, selon le programme de coopération 2020-2026 entre l'UNICEF et le Gouvernement du Congo, les infections respiratoires aiguës sont responsables de 18% des décès chez les enfants de moins de cinq ans, derrière le paludisme (54%) et la diarrhée (17%). Chez les nouveau-nés, les complications liées aux naissances prématurées (40%), à la détresse respiratoire (29%), et aux infections néonatales (27%) demeurent les principales causes de décès. La montée du taux de pollution atmosphérique appelle des actions urgentes,

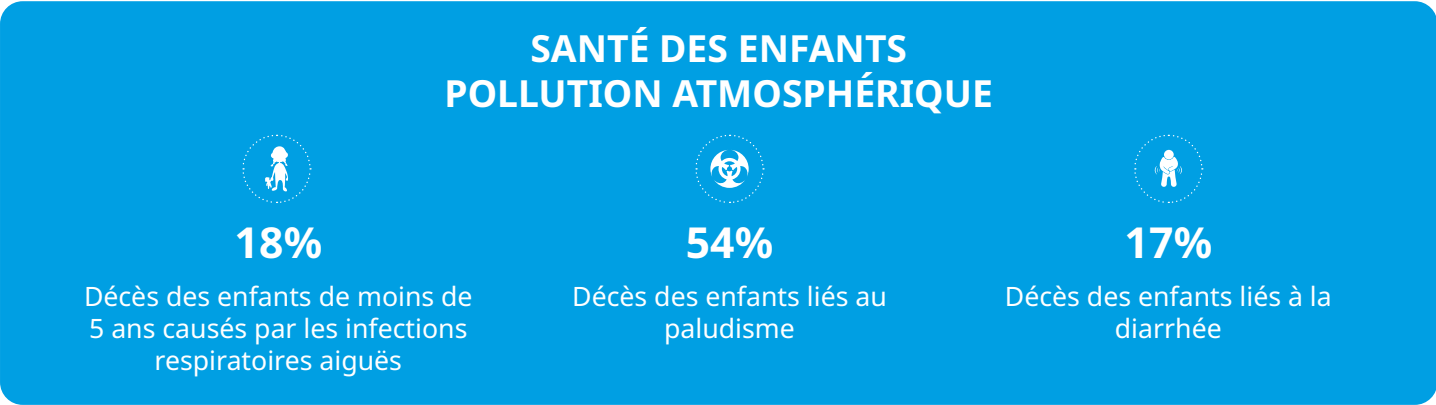




Figure 6: Centre de tri d'Owando.

La plupart des industries implantées dans le pays ne dispose pas d'une station d'épuration des eaux usées (STEP). Les eaux résiduaires chargées de polluants chimiques et organiques produites par les usines sont jetées dans les exutoires sans aucun traitement préalable.

Par ailleurs, les enquêtes réalisées par le Ministère de la Santé et de la Population dans le cas des études sur le péril fécal ont fait ressortir les répartitions suivantes: moins de 14.4% des ménages disposaient des fosses septiques, moins de 28.6% des ménages disposaient de latrines à fosses étanches, moins 42.4% utilisaient des latrines traditionnelles et 15% allaient chez les voisins ou la défécation à l'air libre³⁵.

1.5.5. Environnement côtier

Le littoral de la République du Congo, qui s'étend sur environ 170 kilomètres le long de l'océan Atlantique, subit les effets du changement climatique. Les aléas pertinents identifiés dans la zone côtière du Congo incluent l'érosion côtière, les inondations et les crues, la submersion marine, les pluies tardives, les poches de sécheresse, l'élévation du niveau marin, les vents forts, ainsi que la salinisation et la dégradation des humides du système lagunaire. L'élément majeur d'effet et d'ampleur connu sur la côte congolaise est l'érosion marine qui se démarque par un recul du trait de côte. L'élévation du niveau marin est encore peu perceptible³⁶.

L'érosion côtière est accentuée par des pratiques telles que la déforestation des zones côtières et l'occupation

anarchique des espaces côtiers. Dans le département du Kouilou, des rivières telles que la Noumbi, le lac Nanga et la lagune Konkouati subissent des menaces sérieuses dues au dépôt de déchets dans leurs lits, aggravées par des actions anthropiques qui accentuent la dégradation de l'environnement³⁷. La pollution marine et la destruction des mangroves entraînent une diminution des ressources halieutiques, réduisant ainsi l'accès à des aliments nutritifs pour les familles, ce qui accentue les problèmes de malnutrition infantile. Par ailleurs, les inondations récurrentes causées par l'érosion côtière et le changement climatique perturbent l'accès des enfants à l'éducation, à la santé en détruisant les infrastructures situées dans les zones côtières.

1.6. ÉNERGIE

Le Congo offre des opportunités d'exploitation d'autres types d'énergie pour la production d'électricité, telles que l'énergie solaire grâce à un ensoleillement de 12h par jour ou encore la biomasse grâce à un domaine forestier couvrant plus de 20 millions d'ha, soit plus de 60% du territoire national³⁷. Le système énergétique du Congo repose principalement sur l'énergie fossile, avec une contribution limitée des sources renouvelables.

Outre l'énergie solaire, le gouvernement donne la priorité au développement de l'énergie hydroélectrique à l'échelle nationale. Plus précisément, la construction du barrage hydroélectrique de Sounda, en construction, produira de 600 à 800 MW d'électricité, marquant ainsi une étape cruciale dans la transformation énergétique du pays. Le pays dispose d'un potentiel hydroélectrique estimé à 22 000 MW, dont seulement 3% sont exploités. À ce jour, trois barrages sont opérationnels dans le

pays : les barrages hydroélectriques d'Imboulou (120 MW), de Moukouloulou (74 MW) et de Li Ouessou (19 MW)³⁸.

La dépendance à l'énergie fossile freine l'accès durable des zones rurales à une électricité fiable, ce qui affecte l'éducation et les soins de santé, et limitant le potentiel de développement économique durable. Les sécheresses réduisent la capacité des barrages, privant de nombreuses communautés d'une énergie fiable, tandis que les inondations fréquentes endommagent les infrastructures existantes, augmentant les coûts de maintenance et limitant l'accès à l'énergie pour les ménages les plus pauvres. Ce déséquilibre énergétique impacte directement les enfants et les jeunes, dont les conditions de vie, l'éducation et la santé sont alors gravement compromises.



1.6.1. Électricité

Malgré ses ressources naturelles abondantes, le Congo fait face à des défis énergétiques majeurs. Le Code de l'électricité³⁹ établit un cadre juridique pour organiser la production, le transport et la distribution d'électricité. Cependant, la dépendance aux combustibles fossiles limite les progrès vers un système énergétique durable. Sur une capacité installée totale de 716,15 MW, 67,58% proviennent du diesel, tandis que l'hydroélectricité représente 31,84% et la biomasse 0,58%. Cette situation affecte directement les enfants et les jeunes,

1.6.2. Énergies renouvelables et efficacité énergétique

La transition énergétique repose également sur le potentiel significatif des énergies renouvelables. Le barrage d'Imboulou, produisant 120 MW, illustre l'importance de l'hydroélectricité pour le mix énergétique national. Le programme Congo Power et l'inauguration en 2023 d'un centre de recherche sur les énergies renouvelables à Oyo renforcent cette ambition⁴⁰.

Malgré ces avancées, seulement 9% de la population ont accès à l'électricité, laissant une majorité des zones rurales dépendantes de la biomasse traditionnelle pour la cuisson et le chauffage. Cette forte dépendance à la biomasse traditionnelle expose les enfants à des fumées toxiques, augmentant les risques de maladies respiratoires, et limite leurs opportunités éducatives en raison du manque d'éclairage adéquat. Des initiatives comme le Projet d'Amélioration des Services d'Électricité (PASEL), soutenu par la Banque Mondiale, visent à améliorer l'accès à l'énergie dans ces régions marginalisées⁴¹. Le "Programme d'électrification rurale par des systèmes solaires autonomes", avec un budget estimé à 754 millions FCFA, est mis en œuvre en partenariat avec le PNUD, l'AFD et des entreprises locales sous la supervision du Ministère de l'Énergie.

La transition énergétique en République du Congo ne peut pas se limiter à une réponse aux défis environnementaux. Elle constitue une transformation sociale majeure, offrant aux générations futures des opportunités éducatives, professionnelles et sanitaires accrues. En plaçant les enfants et les jeunes au centre de cette démarche, le pays peut construire un avenir inclusif et durable, aligné sur les ambitions climatiques et de développement local.

en particulier dans les zones rurales, où l'accès limité à l'électricité entrave l'éducation et la santé. En effet, l'absence d'éclairage électrique empêche les enfants d'étudier le soir, tandis que les centres de santé manquent d'énergie pour faire fonctionner les équipements essentiels. La pollution liée aux générateurs diesel aggrave les risques de maladies respiratoires chez les enfants vivant à proximité des installations énergétiques fossiles.



1.6.3. Nexus eau-énergie-alimentation

Les secteurs de l'eau, de l'énergie et de l'alimentation forment un système interdépendant étroitement lié aux effets du changement climatique (Figure 7). Ces trois piliers essentiels à la survie et au développement humain subissent une pression croissante due à des variations climatiques extrêmes, qui compromettent

leur disponibilité, leur qualité et leur interaction. Les ressources en eau cruciales pour l'agriculture et la production d'énergie, sont particulièrement vulnérables. Les variations climatiques et les inondations fréquentes, en réduisent la disponibilité et détériorent la qualité.

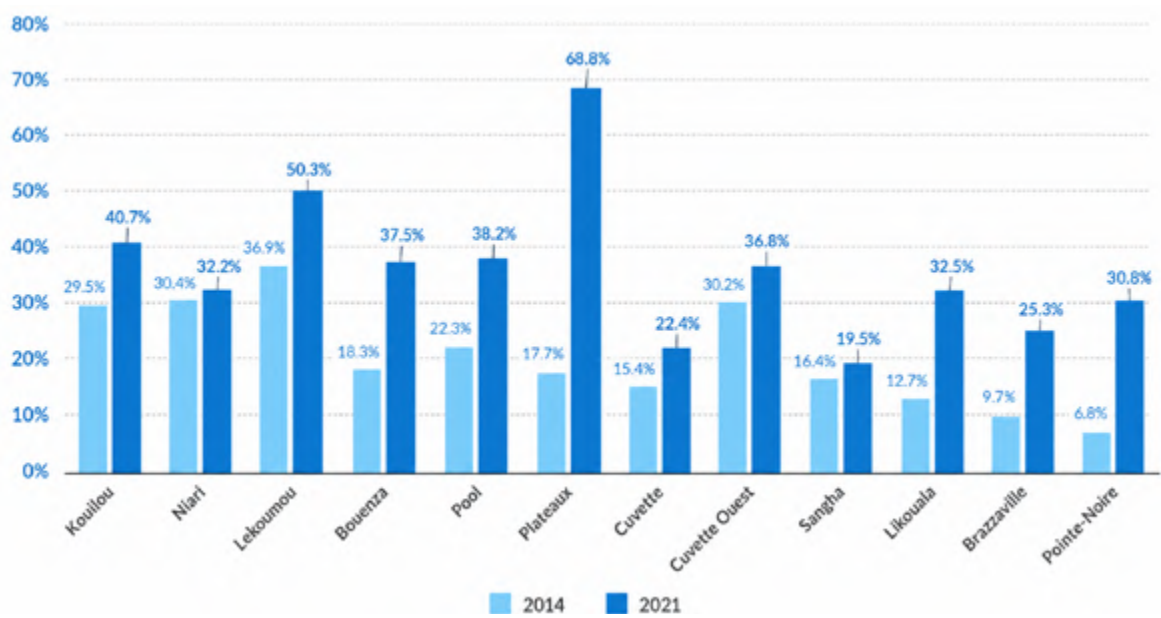


Figure 7: Variation de la prévalence de l'insécurité alimentaire dans les ménages entre 2014-2021

Entre 2014 et 2021, la prévalence de l'insécurité alimentaire a connu une augmentation marquée dans plusieurs départements. Par exemple, elle est passée de 29,5% à 40,7% dans le Kouilou et de 17,7% à 68,8% dans les Plateaux et de 9,7 à 25,3% à Brazzaville, illustrant une situation préoccupante (Figure 7)⁴². Cette crise alimentaire engendre une insécurité nutritionnelle qui accentue la malnutrition chronique, exposant ainsi de nombreux enfants à des carences sévères. Privés des

nutriments essentiels, ils voient leur croissance physique ralentie, leur développement cognitif compromis et leur santé globale fragilisée, ce qui affecte à long terme le capital humain et l'avenir socio-économique du pays. L'absence d'électricité fiable dans de nombreuses zones rurales entrave la capacité des élèves à étudier après le coucher du soleil et limite les services dans les centres de santé, exposant les enfants malades à des soins inadéquats.

ÉVOLUTION DE L'INSÉCURITÉ ALIMENTAIRE (2014 - 2021)

Kouilou :
29,5% ↗ 40,7%
Hausse importante de la prévalence de l'insécurité alimentaire

Plateaux :
17,7% ↗ 68,8%
Plus forte augmentation observée

Brazzaville :
9,7% ↗ 25,3%
Progression rapide de l'insécurité alimentaire urbaine

Les changements climatiques amplifient considérablement les défis liés au nexus eau-énergie-alimentation, avec des conséquences directes et indirectes sur plusieurs aspects du développement durable. La diminution de la productivité agricole entraîne une baisse des rendements, mettant en péril la sécurité alimentaire des populations, en particulier dans les départements déjà exposés aux pénuries alimentaires. Cette situation aggrave la vulnérabilité des agriculteurs, fragilise les économies locales et peut entraîner une hausse des prix des denrées alimentaires, rendant leur accès plus difficile pour les ménages aux revenus modestes.

Par ailleurs, les inégalités d'accès à l'eau potable s'aggravent sous l'effet de la raréfaction des ressources en eau et de leur pollution accrue. Les populations les plus vulnérables notamment les femmes et les enfants, en milieu rural et dans les quartiers urbains et péri-urbains défavorisés, sont particulièrement touchées,



contraignant les ménages à parcourir de longues distances pour s'approvisionner en eau ou à recourir à des sources insalubres. Cette situation favorise la propagation des maladies hydriques, telles que la diarrhée, le choléra et la dysenterie, qui affectent de manière disproportionnée les enfants.

Chez les plus jeunes, l'exposition à une eau contaminée et à une alimentation insuffisante se traduit par une détérioration de leur santé globale. En effet, la malnutrition, combinée aux infections récurrentes, affaiblit leur système immunitaire, augmentant le risque de retards de croissance et de troubles du développement. Cette situation engendre également un stress accru pour les familles, qui doivent non seulement faire face à des dépenses médicales plus élevées, mais aussi à une réduction de leur capacité de travail et de leurs revenus.

1.7. RISQUES DE CATASTROPHE

Les défis croissants liés au changement climatique nécessitent des réponses intégrées et inclusives, avec une attention particulière aux enfants, pour bâtir un avenir plus résilient et équitable. En harmonisant ces actions avec les ambitions climatiques nationales, le pays peut transformer ces crises en opportunités de développement durable. Les catastrophes naturelles représentent une menace croissante pour les enfants et les jeunes telles que les inondations, sécheresses, érosion, feux de brousse, glissement de terrain compromettent non seulement leur bien-être immédiat, mais aussi leur accès à des services essentiels tels que l'éducation, la santé, l'eau et l'assainissement.

Les populations vulnérables sont confrontées à de multiples menaces, telles que la pollution, la déforestation et la malnutrition, des maladies hydriques et vectorielles, les épidémies et diverses urgences sanitaires. Ces phénomènes, exacerbés par le changement climatique, renforcent leur fragilité en augmentant le risque de déplacement, d'insécurité alimentaire et de propagation des maladies. Par ailleurs, la pauvreté, le travail des enfants et l'accès limité aux services de base aggravent cette vulnérabilité, tandis que les tensions autour des ressources et l'insuffisance des infrastructures appropriées à creuser les inégalités.

Les inondations récurrentes dans certains départements comme Brazzaville, Pointe-Noire et Likouala provoquent la destruction des infrastructures et contraignent les familles à quitter leurs habitations. En effet, en décembre 2023, des pluies diluviennes ont touché les enfants et jeunes dans les départements de la Likouala, de la Sangha, de la Cuvette, des Plateaux, du Niari, de Pointe-Noire, du Kouilou et de Brazzaville, affectant directement 525 456 personnes et causant 17 décès⁴³. Les enfants et les jeunes sont souvent contraints de vivre dans des conditions précaires, loin de leurs maisons et de leurs écoles, ce qui compromet leur bien-être et leur développement.



En synergie avec les stratégies climatiques, le Plan National de Réduction des Risques de Catastrophes (PNRRC) mis en place vise à améliorer d'ici 2030 la disponibilité et l'accès de la population aux systèmes d'alertes précoces multi-aléas ainsi qu'aux informations et évaluations sur les risques de catastrophes. Un projet inscrit dans la CDN, intitulé «Réseau de surveillance hydrométéorologique pour la prévention des crues», dispose d'un budget estimé à 2,5 milliards FCFA, avec la collaboration prévue de la Banque Mondiale, du PNUD et du Ministère de l'Environnement.



Décembre 2023

Épisode majeur de pluies diluviennes au Congo



525 456 personnes affectées

Épisode majeur de pluies diluviennes au Congo



17 décès

Victimes enregistrées lors des inondations

1.8. GESTION DES PRODUITS CHIMIQUES

Une analyse montre que dans le village de Djéno, situé dans le département de Pointe-Noire, les activités pétrolières ont engendré une pollution persistante affectant l'environnement et la santé des populations locales. La pollution marine, causée par les déversements accidentels de pétrole et les rejets

industriels, affecte gravement la biodiversité marine et les écosystèmes côtiers. La destruction des mangroves, essentielles à la protection des côtes, au maintien de la biodiversité et à l'habitat de nombreuses espèces aquatiques, constitue également une préoccupation majeure.



1.9. INDICE DES RISQUES CLIMATIQUES POUR LES ENFANTS

1.9.1. Exposition des enfants aux dangers, chocs et stress climatiques et environnementaux

En 2019, au moins 50 000 personnes ont été touchées par des inondations parmi lesquelles les enfants représentent le groupe le plus vulnérable⁴⁴. Ces catastrophes provoquent souvent des déplacements internes mal gérés, exposant les enfants à des risques accrus de malnutrition, de violences et d'exploitation. Lors des consultations à Brazzaville et Pointe-Noire, plusieurs familles ont rapporté avoir dû fuir leurs maisons pour se réfugier dans des abris temporaires, souvent inadéquats, augmentant les risques pour la santé et la sécurité des enfants. Par ailleurs, les catastrophes perturbent gravement l'éducation, la

santé, l'accès à l'eau potable et l'assainissement, la nutrition et l'habitat. Une évaluation intersectorielle menée en janvier 2024 par l'UNICEF a révélé que l'accès à l'eau potable, à la nourriture et aux services sociaux de base était impossible et que la scolarité de 43 883 élèves a été interrompue à cause des inondations⁴⁵. L'Annexe 1 résume les principaux risques et aléas en République du Congo inscrits dans la Stratégie Nationale de Prévention et de Réduction des Risques de Catastrophes (SNPRRC) de la République du Congo (2017)⁴⁶ et leurs impacts sur les enfants.

1.9.2. Vulnérabilité des enfants

Les catastrophes aggravent entre autres la pénurie d'eau potable et de nourriture, comme observé dans le Kouilou après les inondations de 2023, où plusieurs familles ont signalé des cas de malnutrition aiguë. Les inondations, fréquentes dans des départements comme la Likouala et la Sangha, augmentent les risques de noyade, en plus de perturber leur quotidien et leur sentiment de sécurité. Les traumatismes psychologiques sont également fréquents, les enfants témoins de la destruction de leurs communautés souffrent souvent de stress post-traumatique mais malheureusement ne sont pas suivis par des spécialistes en protection de l'enfant. A l'issue des rencontres de terrain à Dolisie, Pointe-Noire et Brazzaville les enfants interrogés ont décrit leur peur des glissements de terrain, érosions et des inondations, craignant la destruction de leurs maisons et infrastructures scolaires et sanitaire.

1.9.3. La République du Congo dans l'IRCE

La Congo occupe le 48e rang sur 163 pays dans l'Indice des Risques Climatiques pour les Enfants (IRCE), illustrant la vulnérabilité élevée des enfants face aux catastrophes naturelles. Ce classement reflète l'exposition accrue des jeunes générations à des aléas tels que les inondations, les sécheresses et les vagues de chaleur, qui affectent leur accès à l'eau potable, à la nourriture, à l'éducation et aux soins de santé. Dans les Plateaux, par exemple, des villages isolés après les inondations de 2023 ont eu un accès limité à l'aide humanitaire, montrant l'urgence de renforcer les infrastructures et les mécanismes de réponse rapide. Selon l'Indice Notre Dame Global Adaptation Initiative, le Congo se classe 148e sur 180 pays, confirmant sa vulnérabilité accrue, notamment pour les enfants exposés à ces risques multiformes.



50 000

Personnes touchées par les inondations en 2019



43 883

Élèves sans école suite aux inondations (UNICEF, 2024)



2017

Stratégie Nationale de Prévention des Risques de Catastrophes (SNPRRC)



JANVIER 2024

Évaluation UNICEF : eau, nourriture & services de base inaccessibles

**IMPACTS DES
QUESTIONS
RELATIVES
AU CLIMAT, À
L'ENVIRONNEMENT,
À L'ÉNERGIE ET
AUX RISQUES DE
CATASTROPHES SUR
LES ENFANTS**



**pour chaque enfant,
l'égalité des genres**



2.1. IMPACT SUR LA SANTÉ ET LA NUTRITION DES ENFANTS



Les enfants en République du Congo sont particulièrement vulnérables aux impacts des changements climatiques, ce qui aggrave leur vulnérabilité aux maladies. Les variations climatiques, telles que les vagues de chaleur et les inondations favorisent la propagation de maladies infectieuses et chroniques. Les fortes températures et les pluies sont à l'origine de la prolifération de plusieurs vecteurs de maladies comme le paludisme. En 2023, trois épidémies ont été révélées, notamment, le choléra, la shigellose et la salmonellose dans le Niari, la Bouenza et le Kouilou, touchant 43% des enfants de 5 à 14 ans⁴⁷. La chaleur peut également contribuer à des maladies cardiovasculaires ou respiratoires sans être explicitement mentionnée, en particulier si le décès ne survient pas lors d'une vague de chaleur médiatisée.

En milieu rural, l'accès à l'eau potable reste insuffisant, et les phénomènes climatiques extrêmes perturbent davantage les sources d'approvisionnement. Cette

situation est propice à la propagation des maladies hydriques comme la diarrhée et le choléra, qui sont parmi les premières causes de mortalité infantile dans le pays. En plus des maladies hydriques, le changement climatique influence la propagation des maladies vectorielles, telles que le paludisme. L'augmentation des températures et la stagnation des eaux après les inondations créent un environnement favorable à la prolifération des moustiques, entraînant une hausse des cas de paludisme parmi les enfants. Par ailleurs, les incendies de forêt intensifient la pollution de et contribuent ainsi à l'augmentation des maladies respiratoires. Les enfants exposés aux fumées et aux particules fines sont particulièrement vulnérables aux infections pulmonaires et à l'asthme, aggravant les pressions sur un système de santé déjà fragile. Les hôpitaux constatent une augmentation significative des admissions pour maladies respiratoires à la suite d'épisodes de feux de brousse ou de pollution atmosphérique.



Par ailleurs, les sécheresses et les inondations affectent la production alimentaire, réduisant la disponibilité et l'accès aux aliments nutritifs. Cela peut entraîner des carences nutritionnelles et des problèmes de santé chez les enfants⁴⁸. Les perturbations dans les chaînes d'approvisionnement alimentaire augmentent les coûts des aliments, rendant l'accès à une alimentation adéquate encore plus difficile pour les familles pauvres⁴⁹.



2.2. IMPACT SUR L'EAU, L'ASSAINISSEMENT ET L'HYGIÈNE

Le Congo fait face à une crise de plus en plus préoccupante dans le secteur de l'eau, de l'assainissement et de l'hygiène (EAH), accentuée par les effets des changements climatiques. Ces défis sont notamment marqués par une augmentation de la fréquence et de l'intensité des phénomènes climatiques extrêmes, tels que les inondations et les érosions qui entraînent des répercussions directes sur l'accès à l'eau potable et aux services d'assainissement⁵⁰. Les inondations récurrentes, comme celles de 2023 ont affecté plus de 320 000 personnes, ont gravement perturbé les infrastructures hydrauliques et sanitaires du pays. Ces événements ont entraîné la contamination des sources d'eau potable par des agents pathogènes et des polluants, augmentant ainsi le risque d'épidémies, de maladies hydriques telles que le choléra. Par ailleurs, la destruction des latrines et des

installations d'assainissement a aggravé la situation sanitaire, exposant les populations vulnérables, en particulier les enfants et les femmes.

En outre, la dégradation des infrastructures EAH compromet la résilience des communautés et freine le développement socio-économique du pays. Le manque d'accès à une eau potable et à des installations d'assainissement adéquates dans les écoles et les établissements de santé a un impact direct sur la santé publique, la scolarisation des enfants et la qualité des soins. Cette situation met en évidence l'urgence de renforcer les politiques et les investissements dans le secteur de l'eau et de l'assainissement, en intégrant des approches adaptées au changement climatique pour garantir des services durables et résilients aux populations les plus vulnérables.

2.3. IMPACT SUR L'ÉDUCATION DES ENFANTS

Les catastrophes climatiques ont un impact considérable sur l'accès à l'éducation des enfants, des adolescents et des jeunes, en particulier pour ceux issus des communautés vulnérables. En 2023, les inondations⁸ ont forcé 43 883 élèves à interrompre leur scolarité, mettant en lumière les conséquences directes et indirectes de ces phénomènes extrêmes sur l'éducation.

Au Congo, les effets du changement climatique, comme les inondations, les vagues de chaleur et l'érosion des sols, perturbent profondément le quotidien des enfants et des jeunes. Les écoles sont souvent endommagées ou transformées en centres d'hébergement d'urgence, entraînant des fermetures prolongées qui retardent la reprise des cours ou raccourcissent les années scolaires dans les zones affectées. Les interruptions prolongées de la scolarité augmentent considérablement le risque de décrochage scolaire. Lorsqu'ils sont privés d'école pendant une période prolongée, les enfants et les adolescents ont plus de difficultés à reprendre leurs apprentissages, surtout en l'absence d'alternatives éducatives comme l'enseignement à distance.

De plus, dans les familles touchées par les catastrophes climatiques, la pauvreté s'aggrave en raison de la perte

des moyens de subsistance. Face à ces difficultés économiques, les parents sont souvent contraints d'envoyer leurs enfants et adolescents travailler pour subvenir aux besoins du foyer, renforçant ainsi le phénomène du travail des enfants et la précarisation des jeunes. La perte des terres agricoles et la dégradation des écosystèmes entraînent une baisse des rendements agricoles et une insécurité alimentaire croissante.

Face à cette précarité, de nombreux enfants sont contraints d'abandonner l'école pour aider leurs familles à subvenir à leurs besoins, que ce soit en travaillant dans les champs, en cherchant du bois de chauffe ou en participant à des activités économiques informelles. De plus, la détérioration de l'environnement favorise l'augmentation des maladies liées à la pollution de l'eau et de l'air, affaiblissant la santé des enfants et entraînant des absences scolaires fréquentes. L'extrême vulnérabilité des familles démunies face aux catastrophes naturelles, exacerbées par le changement climatique, pousse également certains enfants vers la mendicité ou des formes d'exploitation. L'accès limité à l'électricité dans certains départements rend aussi difficile l'accès aux outils modernes d'apprentissage, aggravant encore plus les inégalités éducatives.



2.4. IMPACT SUR LA PROTECTION DE L'ENFANCE

Le changement climatique, la dégradation de l'environnement, les défis énergétiques et les catastrophes naturelles ont des répercussions significatives sur la protection de l'enfance au Congo. Les enfants sont particulièrement vulnérables aux effets du changement climatique, notamment les vagues de chaleur fréquentes, qui peuvent nuire à leur santé et à leur bien-être.

Il est essentiel de renforcer les politiques et les initiatives visant à garantir l'accès des enfants à une alimentation saine, à l'eau potable, à l'éducation et à des soins de santé adaptés. L'éducation environnementale doit être intégrée dans les programmes scolaires afin de sensibiliser les jeunes aux enjeux de changement climatique et du développement durable et des mesures d'adaptation au climat.

Par ailleurs, des mécanismes de protection sociale doivent être mis en place pour soutenir les familles vulnérables, notamment en cas de catastrophes naturelles. La collaboration entre les gouvernements, les organisations non gouvernementales et les acteurs locaux est indispensable pour développer des stratégies de résilience et d'adaptation, garantissant ainsi aux enfants un environnement sûr et propice à leur épanouissement.

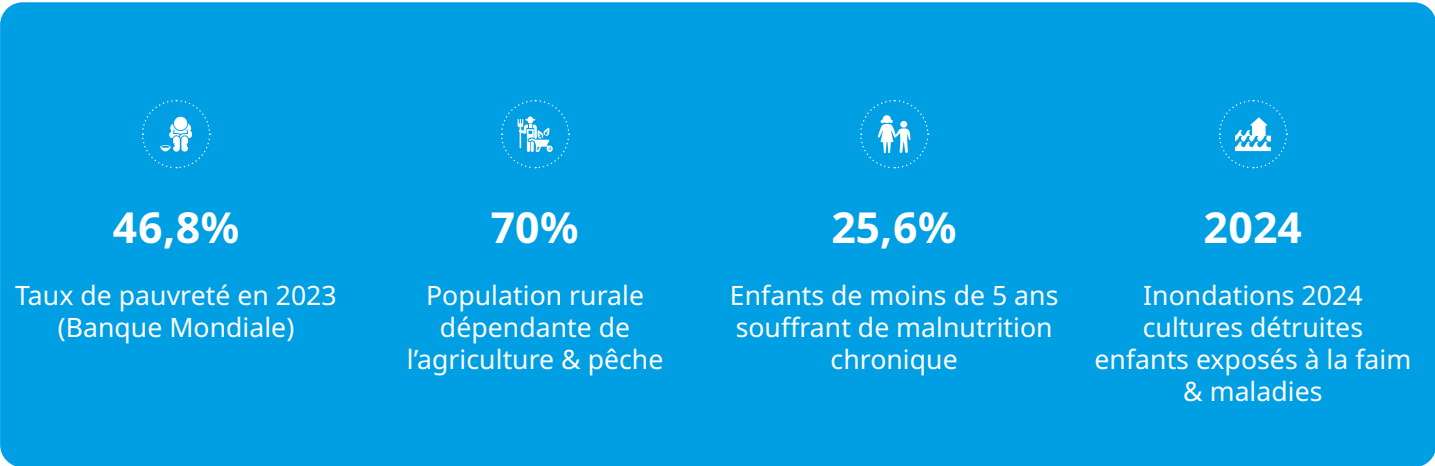


2.5. IMPACT SUR LA PAUVRETÉ DES ENFANTS

Les taux de pauvreté et d'insécurité alimentaire en République du Congo sont préoccupants. Selon la Banque Mondiale, le taux de pauvreté a augmenté pour atteindre environ 46,8% en 2023⁵¹. La population rurale, qui représente près de 70% de la population totale, dépend principalement de l'agriculture, de la pêche et de la cueillette pour sa subsistance. Or, le changement climatique entraîne une baisse des rendements agricoles en raison de la dégradation des terres, des précipitations irrégulières et de l'augmentation des températures. Les sécheresses et les inondations détruisent régulièrement les cultures et les infrastructures, mettant en péril la sécurité

alimentaire des foyers. Dépendant principalement de l'agriculture, de la pêche et des ressources naturelles, ces enfants sont confrontés à une série d'effets en cascade, qui réduit leur accès à la nourriture, à l'eau potable, aux soins de santé et à l'éducation.

Au Congo, 25,6% des enfants de moins de cinq ans souffrent déjà de malnutrition chronique⁵², un chiffre qui pourrait s'aggraver si rien n'est fait. On se rappelle encore les inondations de 2024, ayant détruit des vastes surfaces agricoles, entraînant une pénurie alimentaire et exposant des milliers d'enfants à la malnutrition et aux maladies associées.



2.6. IMPACT SUR L'INCLUSION SOCIALE DES ENFANTS

Les effets du changement climatique exacerbent les inégalités sociales en République du Congo, mettant en péril la santé, l'éducation, la nutrition, le développement et la survie des enfants. Les enfants issus de communautés rurales, marginalisées (autochtones, en situation de handicap ou réfugiés) sont particulièrement vulnérables, confrontés à un accès limité aux services essentiels tels que la santé, l'éducation et l'assainissement, la nutrition. Selon l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS), plus d'un décès sur quatre chez les enfants de moins de cinq ans est attribuable à des facteurs environnementaux. La pandémie de COVID-19 a davantage amplifié ces vulnérabilités, révélant la fragilité des systèmes de santé et l'exposition accrue des populations les plus défavorisées⁵³.

Au Congo, les défis énergétiques et environnementaux sont marqués par une forte dépendance aux combustibles fossiles, une adoption limitée des énergies renouvelables et une gestion insuffisante des catastrophes naturelles. L'isolement géographique, combiné à un déficit en infrastructures et en ressources, limite l'accès aux services sociaux essentiels, rendant les enfants vulnérables aux violences, à l'exploitation et à la négligence. Les enfants réfugiés, en particulier, font face à des conditions de vie précaires, un accès réduit à l'éducation et à la santé, et une protection insuffisante contre les risques climatiques. Ces difficultés s'intensifient en période de catastrophe naturelle, soulignant l'urgence d'une approche inclusive et adaptée pour protéger ces enfants face aux impacts croissants du changement climatique.



2.7. IMPACT SUR LA DÉMOGRAPHIE ET LES CONFLITS (MIGRATION, URBANISATION, ETC.)

Les impacts combinés du climat, de l'énergie, de l'environnement et des désastres affectent gravement les enfants en perturbant la dynamique démographique et en favorisant les conflits. Les catastrophes naturelles, telles que les inondations, érosions et glissement de terrain, entraînent des déplacements massifs de populations, exposant les enfants à des risques accrus de séparation familiale et de noyade. L'accès limité à des sources d'énergie durables dans les zones rurales aggrave les inégalités, privant de nombreux enfants d'électricité pour leur éducation et augmentant leur exposition aux polluants issus de combustibles solides. Par ailleurs, la dégradation de l'environnement et la raréfaction des ressources naturelles, comme l'eau et les terres arables, intensifient les tensions sociales, alimentant des conflits intercommunautaires qui mettent en danger la sécurité et le bien-être des enfants. Ces facteurs combinés compromettent leur santé, leur accès à l'éducation, à la nutrition et leur développement, tout en accentuant les disparités démographiques et sociales dans les zones vulnérables entraînant entre autres des migrations des jeunes vers les villes résilientes.

2.8. IMPACT SUR L'ACCÈS AUX SERVICES SOCIAUX DE BASE ET LES INFRASTRUCTURES

En raison de la récurrence et de la persistance des crues tout au long des saisons des pluies, les inondations risquent de s'intensifier, entraînant des dommages croissants aux infrastructures et aux services sociaux de base. Cette situation soulève des défis majeurs pour les populations affectées et met en lumière la nécessité de mesures adaptées pour renforcer la résilience face aux risques climatiques. La propreté des espaces publics est étroitement liée aux risques posés par le changement climatique, qui affectent négativement les enfants, conformément à la politique de durabilité environnementale d'ONU-Habitat. Bien que le changement climatique soit une crise mondiale, il est principalement ressenti dans les villes et les communautés urbaines, où vivent de nombreuses personnes, y compris des enfants, qui, bien qu'ayant une contribution minime aux activités responsables de cette crise, en subissent les conséquences au quotidien. Les enfants des zones rurales sont particulièrement vulnérables face aux phénomènes météorologiques extrêmes, aux pénuries d'eau et de nourriture ainsi qu'aux conflits liés aux ressources.

2.9. IMPACT SUR LA BIODIVERSITÉ

Le changement climatique, l'exploitation énergétique, la dégradation de l'environnement et les désastres naturels ont un impact profond sur la biodiversité en République du Congo⁴⁸. Les variations de température et de précipitations modifient les habitats naturels, rendant certaines zones inhospitalières pour diverses espèces, tandis que les sécheresses et les inondations récurrentes détruisent les écosystèmes, entraînant un taux d'extinction accru, notamment chez les poissons d'eau douce et les amphibiens.

La République du Congo dispose d'une couverture forestière estimée à 23,4 millions d'hectares, soit 65% de l'ensemble de son territoire ou 35% de savane. Ces forêts (mosaïque de forêts, marécages, de rivières et de forêts inondées) du bassin du Congo abritent une biodiversité exceptionnelle. Plus de 400 espèces de mammifères, 1 000 espèces d'oiseaux et 700 espèces

de poissons ont trouvé refuge dans la zone. Les espèces menacées, comme les éléphants de forêt, les chimpanzés, les bonobos et les gorilles de plaine et montagne peuplent ces forêts. Les forêts du bassin du Congo jouent un rôle crucial dans la régulation du climat mondial et la protection de la biodiversité.

Cependant, ces forêts sont menacées par une agriculture non durable, une déforestation annuelle de 12 000 hectares et des pratiques de brûlage des terres. Le taux de déforestation du Congo bien que relativement faible à 0,05% par an, continue de menacer les écosystèmes forestiers. Le Congo dispose de 13% d'aires forestières protégées et une aire marine protégée de la baie de la Louango pour la conservation de la biodiversité et les tourbières.

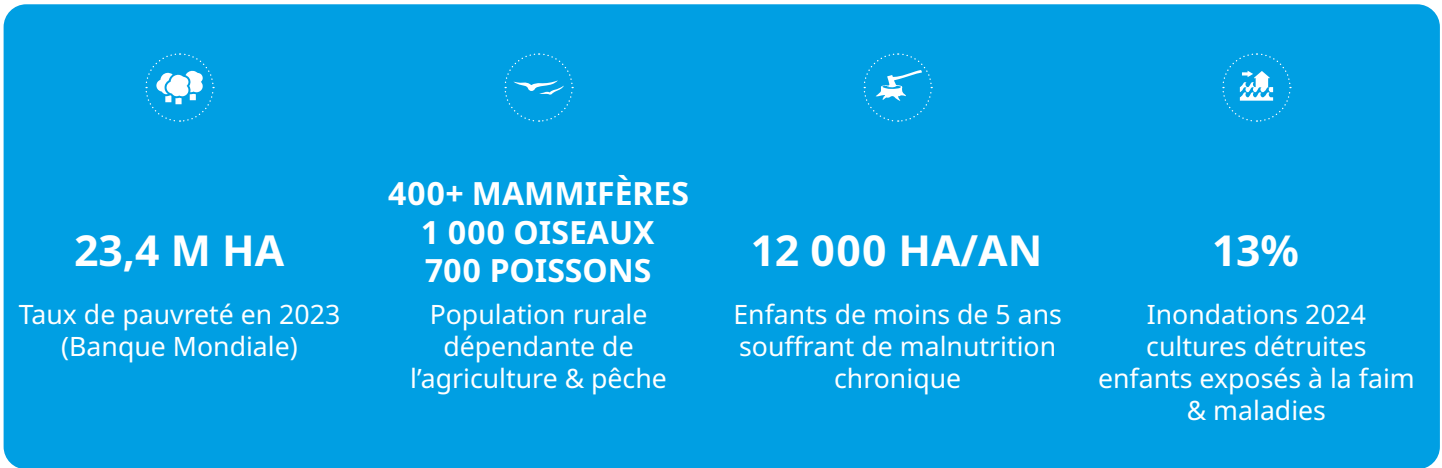


L'exploitation pétrolière et minière, ainsi que la construction de barrages hydroélectriques, entraînent une perte de la biodiversité et la dégradation de leur habitat, mettant en péril la faune et la flore. Parallèlement, la déforestation due à l'agriculture de subsistance et à l'exploitation illégale réduit considérablement les services écosystémiques essentiels. La pollution, en particulier les déchets plastiques et les rejets industriels, affecte gravement la biodiversité marine, avec des conséquences directes sur les zones côtières. Ces pressions environnementales ont un impact direct sur les enfants, notamment en compromettant leur éducation, la santé, la nutrition, l'eau, l'hygiène et l'assainissement.

Face à ces impacts systémiques, des solutions concrètes doivent être mises en place pour protéger les enfants et leur donner une chance de briser le cycle de la pauvreté.

- **Investir dans l'agriculture durable** : Adopter des techniques d'une agriculture climato-intelligente et utiliser des semences adaptées aux conditions climatiques.

- **Améliorer l'accès à l'eau potable** : Construire des points d'approvisionnement avec photovoltaïque sécurisés et déployer des systèmes de filtration d'eau pour prévenir les maladies hydriques, à l'image du projet « EAU POUR TOUS ».
- **Renforcer le système de santé** : Équiper les centres médicaux, former les professionnels et intensifier les campagnes de prévention contre les maladies environnementales le paludisme et les maladies respiratoires cholera
- **Construire des infrastructures scolaires résilientes** : Développer des bâtiments résistants aux intempéries et proposer des écoles mobiles pour les enfants déplacés par les impacts climatiques.
- **Soutenir économiquement les familles vulnérables** : Fournir des aides financières pour réduire le travail infantile et favoriser l'éducation des enfants.
- **Sensibiliser les communautés** : développer les programmes d'IEC (information éducation communication) en l'endroit des communautés aux moyens des techniques d'approches participatives.



RÉPONSES ET PRIORITÉS DU GOUVERNEMENT EN MATIÈRE CLIMATIQUE ET ENVIRONNEMENTALE

Le Congo comme la plupart des pays en Afrique au Sub-Saharienne est menacé par les effets néfastes du changement climatique. Dans cette perspective il a ratifié plusieurs accords et protocoles internationaux, notamment :

- Convention Cadre des Nations sur les Changements Climatiques (CCNUCC) en 1996 ;
- Convention sur la biodiversité à Rio De Janeiro, en 1996 ;
- Convention sur la désertification et dégradation des terres, en 1996 ;
- Convention de Vienne pour la protection de la couche d'Ozone, en 1994 ;
- Convention de Bâle sur le contrôle de mouvements

- transfrontière et de leur élimination, en 2007 ;
- Convention relative aux droits des enfants, en 1984
- Accord de Paris sur le Climat, en 2017 ;
- Protocole de Kyoto pour la réduction des gaz à effet de serre en 2007.

Le Congo a eu à produire sa Communication Nationale Initiale (CNI) en 2001 et sa seconde Communication Nationale (SCN) en 2009, et il a soumis son document relatif aux Contributions Prévues Déterminées au niveau National (CPDN) en 2015. La Contribution Déterminée au Niveau National (CDN) du Congo a été révisé en 2021. Le Congo a également élaboré le Plan d'action pour la mise en œuvre de la CDN en 2022.



CADRE RÉGLEMENTAIRE ET JURIDIQUE

La République du Congo a mis en place un cadre législatif et réglementaire structuré pour répondre aux défis climatiques et environnementaux tout en garantissant la protection des enfants et des générations futures. Ce cadre se déploie dans plusieurs secteurs clés, notamment le climat, l'énergie, l'environnement et la biodiversité, ainsi que la gestion des catastrophes naturelles. Chaque secteur vise à

renforcer la protection de l'environnement, promouvoir le développement durable et intégrer les droits humains, notamment des enfants et des jeunes.

- La constitution de 2015, qui garantit la protection de l'environnement et stipule que chaque individu a droit à un environnement sain

Secteur environnement

- Loi n°33-2023 du 17 novembre 2023 portant gestion durable de l'environnement, s'engage à protéger la vie humaine, les biens et l'environnement. Ces efforts incluent la mise en œuvre de politiques visant à renforcer la résilience du pays face aux effets néfastes du changement climatique.
- Loi n°74-2022 du 16 août 2022, portant orientation sur le Développement Durable Décret 2009-415, fixant le champ d'application, le contenu et les procédures l'étude et de la notice d'impact sur l'environnement

Secteur énergie

- Loi n°14-2003 du 10 avril 2003 portant code d'électricité

Secteur forestier

- La loi 33-2020 du 8 juillet 2020 portant code forestier
- Loi 37-2008 du 28 novembre 2008 sur la faune et les aires protégées

Secteur minier

- Loi 04-2005, du 11 avril 2005 portant Code minier

Secteur eau

- Loi 13-2003, du 10 avril 2003 portant Code de l'eau

PERSPECTIVES

Le Congo s'est engagé à réduire ses émissions de gaz à effet de serre de 32% d'ici 2030 dans le cadre de sa Contribution Déterminée au niveau National (CDN)⁵⁴, nécessitant un investissement de 8,2 milliards USD. Le développement de projets hydroélectriques comme Murala, Kouembali et Loufoulakari, avec une capacité combinée de 350 MW, promet d'améliorer l'accès à une électricité propre, bénéficiant directement aux jeunes générations.

Malgré une couverture forestière importante, les actions pour réduire les émissions de gaz à effet de serre et promouvoir une économie verte sont insuffisantes, notamment en raison du manque d'investissements dans les énergies renouvelables et les projets d'adaptation climatique. La faible participation des communautés locales et du secteur privé ainsi que l'absence de mécanismes efficaces de

suivi compliquent davantage la mise en œuvre du plan de la CDN.

Le Congo s'engage également dans le Plan d'Action (PA) de sa Contribution Déterminée au niveau National (CDN)⁵⁵ à renforcer les politiques d'adaptation climatique. Ces efforts incluent des pratiques agricoles résilientes pour promouvoir des techniques adaptées aux conditions climatiques changeantes pour améliorer la sécurité alimentaire, la gestion durable des ressources en eau pour optimiser l'utilisation de l'eau pour l'agriculture, la consommation humaine et l'énergie, le développement des infrastructures énergétiques durables pour investir dans des projets d'énergies renouvelables pour diversifier le mix énergétique et réduire la dépendance aux combustibles fossiles.



3.1. POLITIQUES ET STRATÉGIES PORTANT SUR LES THÉMATIQUES CEED



Le Congo a mis en place les politiques et stratégie suivantes :

- Le Plan National de Développement 2022-2026
- Le Plan National d'Action pour l'Environnement (PNAE) adopté 1994 et révisé en 2021
- Politique Nationale de Sécurité alimentaire et nutritionnelle 2017
- La stratégie Nationale et Plan d'action sur la Biodiversité
- La stratégie Nationale sur l'accès aux ressources génétiques et le partage des avantages juste et équitable découlant de leur utilisation (APA), 2017
- La Stratégie Nationale de Développement Durable (SNDD)⁵⁶ 2018-2025, vise à aligner les initiatives locales avec les Objectifs de Développement Durable (ODD).
- La SNDD encourage une gouvernance participative, impliquant les acteurs publics, privés et la société civile dans l'élaboration et la mise en œuvre des politiques de développement durable. Elle favorise également la coopération internationale pour mobiliser les financements et partager les bonnes pratiques.
- La création d'un Comité National sur le Changement Climatique (CNCC) qui joue un rôle central dans la coordination des efforts nationaux visant à intégrer les enjeux climatiques dans les politiques sectorielles aux côtés des initiatives globales autour du bassin du Congo.

Politiques en cours de préparation

La République du Congo est en préparation de plusieurs politiques et stratégies pour mieux intégrer les enjeux climatiques et de développement durable dans ses priorités. Ces initiatives en cours visent à renforcer la résilience du pays face aux changements climatiques et à promouvoir un développement plus durable et équilibré. En effet, le Congo est en cours de rédaction de sa Troisième Communication Nationale (TCN).

En outre, la CDN 3.0, qui sera mise à jour d'ici fin 2025, vise à réduire les émissions de gaz à effet de serre et à renforcer l'adaptation au changement climatique. Elle inclura des actions pour protéger les écosystèmes et améliorer la résilience des communautés, avec une attention particulière aux enfants, aux jeunes, aux femmes et aux populations autochtones. La

vulnérabilité des enfants sera prise en compte à travers des mesures garantissant un environnement sain, une éducation climatique adaptée et leur participation aux politiques climatiques. Cependant, l'absence d'une feuille de route détaillée a conduit à une coordination insuffisante entre les institutions et un manque de suivi des progrès. La mobilisation des financements nécessaires, freinée par la dépendance au secteur pétrolier, est restée limitée, réduisant les capacités du pays à honorer ses engagements climatiques.

Toutefois, le pays ne dispose pas encore d'une Stratégie de Développement à Long Terme à Faibles Émissions (LT-LEDS), ce qui représente un axe d'amélioration pour renforcer son engagement environnemental. A cela s'ajoute l'élaboration du 6e rapport relatif à la stratégie nationale et plan d'action sur la diversité biologique.

3.2. INITIATIVES SUR LES THÉMATIQUES CEED EN RÉPUBLIQUE DU CONGO

3.2.1. Changement climatique

Le gouvernement congolais a mis en place un ensemble d'actions concrètes pour répondre aux impacts du changement climatique à travers des mesures d'atténuation et d'adaptation. Ces actions incluent des projets environnementaux à l'échelle nationale, régionale et locale, en cours de mise en œuvre et soutenues par un financement local et international, notamment :

- Le Proclimat, financé par la Banque Mondiale d'un budget 82 millions de dollars USD
- Le Projet Agroforesterie Nord-Congo (PANC), avec le financement de la Banque mondiale à hauteur de 15.58 millions de dollars USD
- Le Projet d'Utilisation Durable des terres (PUDT) du Ministère de l'Environnement, du Développement Durable et du Bassin du Congo sur financement CAFI d'un montant de 18.5 millions de dollars USD
- Programme de renforcement de Gouvernance environnementale, d'un montant de 6 millions de dollars USD de CAFI.
- Projet de renforcement du potentiel en Bois Energie durable en République du Congo, d'un montant de 7 millions de dollars USD sur financement de CAFI.
- Démarrage d'un nouveau projet du Fonds d'adaptation en faveur des communautés vulnérables du bassin du Congo – d'un budget de 5 milliards de FCFA, PAM) et le Fonds pour l'Environnement Mondial (GEF) dans le cadre de Développement Durable
- Dans le cadre de la Contribution Déterminée au Niveau National (CDN), le projet en cours intitulé «Conservation et restauration des tourbières du Bassin du Congo», doté d'un budget estimé à 3,082 milliards FCFA, vise à garantir le stockage du carbone et éviter des émissions massives de CO2 issues de la déforestation et de la dégradation des tourbières.



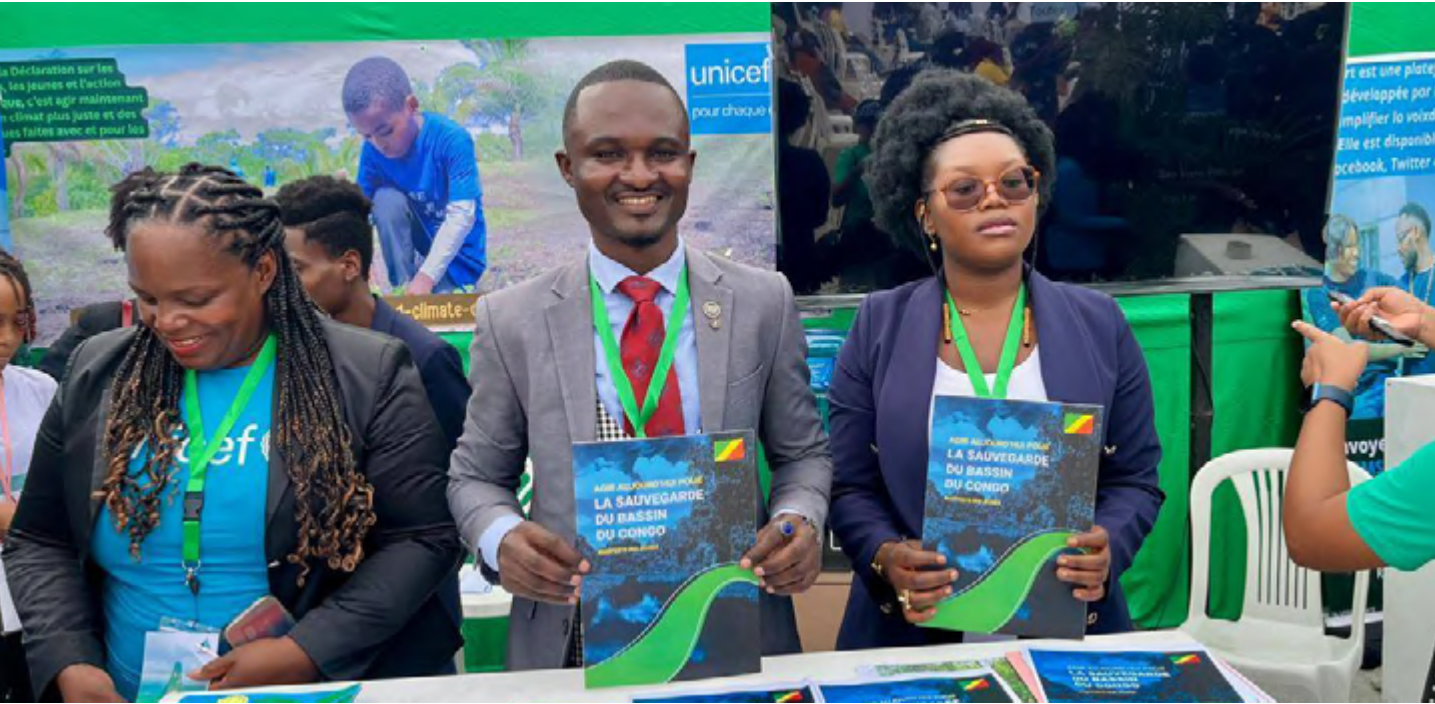
Ces projets démontrent l'engagement de la République du Congo à relever les défis du changement climatique tout en impliquant divers partenaires et en allouant des ressources financières ciblées. En effet, le pays collabore activement avec diverses organisations comme la Banque mondiale, la BAD, le WWF, le CAFI, le PNUD, l'UNICEF et le PAM, qui apportent des financements et un soutien technique.

3.2.2. Environnement

La préservation des forêts, tourbières et de la biodiversité constitue une priorité essentielle pour la République du Congo. Des initiatives telles que la mise en place du Fonds Bleu pour le Bassin du Congo vise à protéger les écosystèmes naturels, garantir la durabilité des ressources, soutenir la lutte contre le changement climatique et préserver la richesse biologique du pays. Le Fonds Bleu, outil financier, mobilise des ressources financières pour la gestion durable des écosystèmes du bassin du Congo.

Dans le cadre de la gestion des tourbières il y a les projets, notamment :

- Projet Lac Télé pour la conservation intégrée des écosystèmes des tourbières et la promotion des écotourismes dans le paysage du lac Télé.
- Initiative internationale pour le climat. Cette initiative, basée sous l'égide du gouvernement Allemand, soutient financièrement la RDC et la République du Congo dans le cadre de la protection et gestion durable des tourbières transfrontalières de la cuvette centrale du bassin du Congo.
- Projet de renforcement des capacités au changement climatique des communautés vulnérables du bassin du Congo du Fonds d'adaptation en faveur du Congo.



3.2.3. Énergie

Dans le secteur de l'énergie, il juge essentiel de mettre en place des projets pilotes d'énergie solaire dans les zones rurales. Ces projets permettent d'améliorer l'accès à l'électricité, de réduire la dépendance aux énergies fossiles et de sensibiliser aux avantages de l'énergie propre pour le développement durable.

Parmi les projets d'atténuation identifiés dans la CDN et en cours :

- Les barrages hydroélectriques d'Imboulou (120 MW), de Moukoulou (74 MW) et de Liouesso (19 MW)⁵⁷. Ces trois barrages sont tous opérationnels dans le pays.
- La construction future du barrage hydroélectrique de Sounda produira de 600 à 800 MW d'électricité, marquant ainsi une étape cruciale dans la transformation énergétique du pays.
- Le «Programme d'électrification rurale par des systèmes solaires autonomes», avec un budget estimé à 754 millions FCFA, est mis en œuvre en partenariat avec le PNUD, l'AFD et des entreprises locales sous la supervision du Ministère de l'Énergie, inscrit dans la CDN.
- Le Centre d'Excellence d'Oyo pour les Energies Renouvelables et l'Efficacité Énergétique.

3.2.4. Principaux acteurs sur les thématiques CEED

Le Ministère de l'Environnement coordonne les stratégies climatiques nationales avec l'appui des partenaires techniques et financiers. Les ONGs et OSCs mènent des campagnes de sensibilisation, tandis que le secteur privé investit dans des technologies propres via la Responsabilité Sociale des Entreprises (RSE). La lutte contre le changement climatique repose également sur une collaboration entre le gouvernement, les communautés locales, les leaders d'opinion et les institutions académiques. Les communautés locales et les leaders d'opinion adoptent des pratiques résilientes tandis que les institutions académiques développent des recherches pour des solutions innovantes. Ces efforts combinés renforcent la résilience des écosystèmes et des enfants et des jeunes, favorisant un avenir durable.

La cartographie suivante met en évidence les rôles et responsabilités des parties prenantes dans la mise en œuvre des politiques et projets CEED :

- **Organisations de la société civile (OSC) et organisations non gouvernementales (ONG).** Ce sont des acteurs essentiels dans la promotion des droits des enfants et la lutte contre le changement climatique. Dans le cadre de ses actions au Congo, le bureau pays de l'UNICEF collabore étroitement avec plusieurs ONG de jeunes, telles que Human Empress, Tunga ONG, YEEPE ONG, Mouvement des Jeunes Ecologistes du Congo (MJEC), les Amis du Bassin du Congo, les Jeunes Cadres, le Club des Environnementalistes et les membres de la plateforme U-Report UNICEF Congo.
- **Le secteur privé :** Le secteur privé joue un rôle central dans les dynamiques économiques, sociales et environnementales, en investissant dans des solutions d'adaptation et de résilience aux changements climatiques, en contribuant à l'innovation et à la transition énergétique, en promouvant la protection de l'environnement et l'économie circulaire, et en intégrant la réduction de risques de catastrophes dans leurs plans d'affaire. Un partenariat public-privé efficace est donc essentiel pour surmonter les obstacles à la mise en œuvre des politiques climatiques et environnementales.



Les exemples de compagnies du secteur privé qui sont ou pourraient être impliquées dans les thématiques CEED sont :

- **Les industries extractives :** les entreprises pétrolières et gazières, telles que Total Energie Congo, Eni Congo et Perenco, ont un impact négatif sur l'air, le climat, le sol, la biodiversité et les eaux ; ce qui augmente les risques sanitaires (maladies de la peau, contaminations, intoxications, infections respiratoire aigües) pour les communautés environnantes.
- **Le secteur de la construction et des infrastructures :** avec des entreprises comme Razel Congo, SONOCC et Dangoté influencent directement les conditions de vie, particulièrement en milieu urbain. En participant à la construction d'infrastructures résilientes telles que des écoles et des logements adaptés aux aléas climatiques, elles pourraient non seulement réduire leur impact environnemental mais aussi contribuer au bien-être des communautés locales.
- **L'industrie agroalimentaire et la gestion des ressources :** Les entreprises agroalimentaires, notamment SIAT, Saris Congo et Minoterie du Congo, jouent un rôle clé dans l'utilisation des terres et des ressources en eau. En adoptant des pratiques durables, elles peuvent améliorer la sécurité alimentaire des populations tout en préservant les écosystèmes, en réduisant la déforestation et en promouvant une agriculture respectueuse de l'environnement.
- **La gestion des déchets :** La collecte et le traitement des déchets, assurés autre fois par la société Averda, demeurent insignifiants.
- **L'industrie énergétique et la transition énergétique :** Les entreprises comme Energie Electrique du Congo (E2C) jouent un rôle crucial dans l'accès à une énergie fiable.
- **Transport, logistique et pollution urbaine :** Les entreprises de transport en commun inter urbain, sont responsables d'une part importante des émissions de gaz à effet de serre et de la pollution de l'air.
- **Communautés locales et groupes de base :** Les communautés locales, notamment les associations communautaires, jouent un rôle clé dans la gestion des ressources naturelles et la protection des droits des enfants et jeunes. Leur intervention favorise la préservation de l'environnement et le respect des droits des enfants. Les leaders communautaires (les chefs traditionnels et religieux) sont des figures d'autorité qui mobilisent les communautés autour des enjeux climatiques et sociaux.
- **Leaders d'opinions :** En République du Congo, des personnalités publiques comme les jeunes parlementaires sensibilisent l'opinion nationale aux questions climatiques et au développement durable. Les chefs traditionnels dans la Likouala ont contribué à intégrer les peuples autochtones dans la gestion des aires protégées, renforçant ainsi la préservation de l'environnement et les droits des enfants.

POLITIQUES, STRATÉGIES ET PROGRAMMES DES THÉMATIQUES CEED INTÉGRANT LES ENFANTS



pour chaque enfant,
une vraie chance



4.1. INTÉGRATION DES BESOINS DES ENFANTS DANS LES POLITIQUES, STRATÉGIES ET PROGRAMMES DES THÉMATIQUES CEED

Les réponses et priorités du gouvernement en matière de climat, environnement, énergie et la gestion des risques de catastrophes tiennent compte des besoins spécifiques des enfants. Ces politiques visent à protéger leur avenir en assurant un développement durable. Elles comprennent :

- Des mesures de protection contre la pollution et la déforestation qui impactaient la santé des enfants.
- Des initiatives d'éducation environnementale pour sensibiliser les jeunes à la gestion durable des ressources naturelles.
- Des programmes de réduction des risques environnementaux, comme l'amélioration de la qualité de l'air et de l'eau et du sol.

4.2. INTÉGRATION DES ASPECTS CEED DANS LES POLITIQUES ET STRATÉGIES D'AUTRES SECTEURS

Les politiques sectorielles intègrent les enjeux CEED pour renforcer la protection et le bien-être des enfants :

- **Dans le secteur WASH (Eau, Assainissement et Hygiène)** à travers l'amélioration de l'accès à l'eau potable, l'élimination des déchets et l'amélioration des infrastructures sanitaires dans les écoles et communautés.
- **Dans le domaine de l'Education** à travers les programmes d'enseignement sur la protection de l'environnement et le développement durable.
- **Dans le secteur de la Protection de l'enfance** : La prise en compte des enfants et des populations vulnérables dans la stratégie nationale de prévention et de réduction de risques de catastrophes et lutte contre l'exploitation infantile dans des activités nuisibles à leur environnement.
- **Dans le domaine de la Nutrition et de la Santé** : à travers l'amélioration de l'accès à une alimentation saine et durable, la prévention des maladies liées à la pollution de l'eau, de l'air et du sol et à la dégradation environnementale.

pour chaque enfant,
un avenir



4.3. BÉNÉFICES POUR LES ENFANTS ISSUS DES INVESTISSEMENTS ET PROGRAMMES CEED

Les investissements et initiatives visant à renforcer la résilience climatique ont un impact positif sur les enfants à travers :

- L'amélioration des infrastructures écologiques dans les écoles et leurs lieux de vie.
- Le développement de programmes communautaires de sensibilisation aux bonnes pratiques environnementales.
- L'accès à des espaces verts et à des équipements favorisant un cadre de vie sain.

4.4. INCLUSION ET ÉQUITÉ DANS LES POLITIQUES, STRATÉGIES ET PROGRAMMES CEED

Les approches mises en place garantissent une inclusion effective de toutes les populations, en prenant en compte :

- **Du genre** à travers la participation équitable des filles et des garçons aux initiatives environnementales, sociales et économiques.
- **Du handicap** par l'adaptation des infrastructures et ressources pour permettre l'accès des enfants en situation de handicap aux programmes environnementaux.
- **De l'ethnicité et du statut de migration** par l'intégration des enfants issus de communautés autochtones ou migrantes pour assurer leur participation aux initiatives de développement durable.

Ainsi, les politiques, stratégies et programmes des thématiques CEED s'efforcent de répondre aux enjeux actuels tout en garantissant un avenir durable pour les enfants.

**LE PROGRAMME
PAYS DE L'UNICEF
ET SES LIENS
AVEC LE CEED**



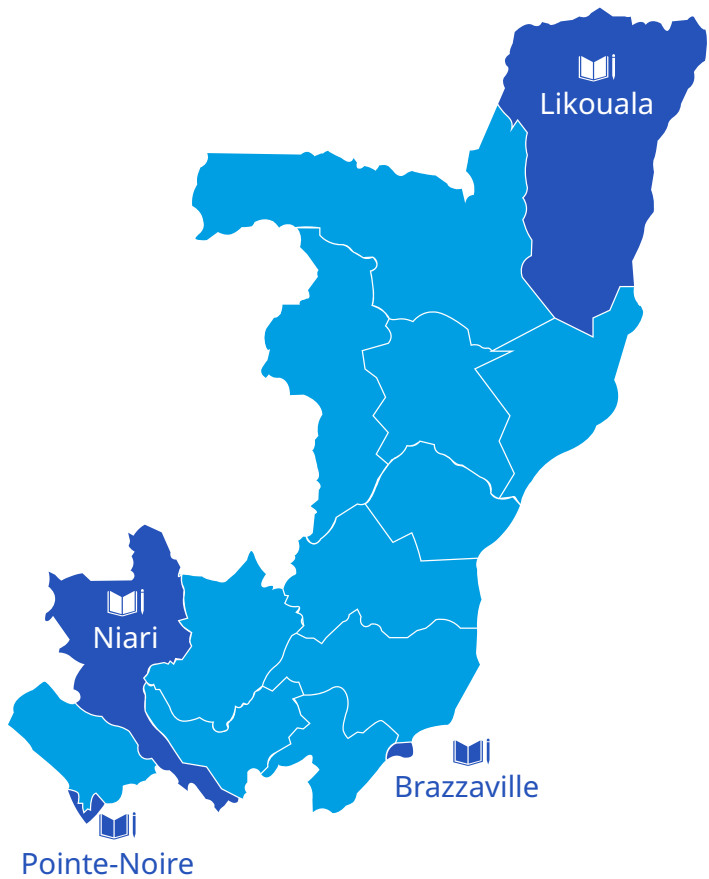
5.1. PROGRAMMES EN COURS

L'UNICEF mène plusieurs programmes stratégiques pour protéger et soutenir les enfants vulnérables en République du Congo face aux effets du changement climatique. L'organisation intervient dans divers secteurs, notamment l'éducation, l'eau, l'hygiène et l'assainissement, la nutrition, la santé et la protection de l'enfant, en mettant un accent particulier sur l'adaptation aux conditions climatiques. Grâce à ses initiatives, l'UNICEF accompagne le gouvernement du Congo en œuvrant pour renforcer la résilience des communautés et garantir un avenir plus sûr aux enfants confrontés aux défis environnementaux. Ainsi, on peut citer quelques réalisations :

a) Dans le secteur de l'Éducation : l'UNICEF intervient dans la fourniture de kits scolaires d'urgence, la construction des lieux d'apprentissages temporaires qui assurent la continuité pédagogique des élèves avant le retrait des eaux liées aux inondations, la formation des enseignants afin qu'ils puissent gérer les effets du stress climatique et des déplacements comme dans la Likouala, le Niari, Brazzaville, Pointe Noire, et dans l'éducation à l'environnement. L'UNICEF soutient aussi l'offre éducative à travers la construction des infrastructures scolaires et des infrastructures d'eau et d'assainissement dans les écoles, les énergies renouvelables, en veillant à ce que les normes de résilience aux événements climatiques soient prises en compte.

b) En matière de nutrition et de sécurité alimentaire, l'UNICEF soutient des programmes de nutrition communautaire en réponse à l'insécurité alimentaire croissante exacerbée par les changements climatiques. Cela inclut des interventions ciblées telles que la prise en charge nutritionnelle des enfants malnutris, la supplémentation en Vitamine A et en micronutriments, la promotion de l'alimentation du nourrisson et des enfants et jeunes. L'UNICEF renforce également les capacités institutionnelles et communautaires dans les situations de catastrophe.

c) En termes de santé et de l'accès à l'eau potable, l'UNICEF Congo a appuyé l'élaboration de la Stratégie Nationale de Santé couvrant la période 2018-2030, visant à renforcer le système de santé et à améliorer le bien-être des enfants, adolescents et jeunes à travers tout le territoire. Cette stratégie s'inscrit dans un cadre global d'accompagnement du gouvernement de la République du Congo pour relever les défis sanitaires et garantir un accès équitable aux soins et services de santé essentiels. Parmi les priorités majeures figurent l'amélioration des infrastructures sanitaires, notamment dans les zones particulièrement vulnérables aux phénomènes climatiques. Dans ce contexte, l'UNICEF s'emploie à renforcer l'alimentation de la chaîne de froid en énergie solaire, un élément essentiel pour assurer la conservation des vaccins et médicaments sensibles aux variations de température.



Par ailleurs, l'accès à l'eau potable est une condition primordiale pour prévenir les maladies d'origine hydrique, telles que le choléra et la diarrhée, qui connaissent une recrudescence en période de catastrophes climatiques. Dans cette optique, des programmes de traitement et de purification de l'eau sont mis en place, accompagnés d'efforts soutenus pour assurer un assainissement de qualité. Le renforcement des infrastructures de distribution d'eau, l'installation de stations de traitement mobiles et la sensibilisation des populations aux bonnes pratiques d'hygiène font partie des interventions clés mises en œuvre. En intégrant ces actions dans une approche globale et durable, l'UNICEF Congo contribue activement à protéger la santé des enfants et des communautés vulnérables, tout en renforçant la résilience des systèmes de santé face aux défis environnementaux.



d) Quant à la protection des enfants déplacés et exposés à des situations de vulnérabilité accrue, l'UNICEF Congo met en place des mécanismes de protection pour les enfants affectés de la Likouala, le Niari, le Pool et la Cuvette en raison des déplacements internes causés par les catastrophes climatiques

e) Partenariats pour l'action climatique. L'UNICEF Congo collabore avec d'autres partenaires techniques et financiers comme le PNUD, le Programme Alimentaire Mondial (PAM), le Haut-Commissariat pour les Réfugiés (HCR), la Banque Mondiale, les organisations non gouvernementales locales et internationales pour appuyer le gouvernement sur des initiatives en faveur du développement de la résilience et de lutte contre le changement climatique. Ces partenariats visent à renforcer la capacité du pays à faire face aux défis du changement climatique tout en tenant compte des droits et des besoins des enfants dans les départements de la Likouala, le Niari, le Pool et la Cuvette.

Ceci s'est principalement illustré dans le cadre de la réponse aux inondations, où ces différents programmes ou interventions ont été mis en œuvre de manière relativement intégrée, avec des zones d'intervention bien identifiées et des modalités relativement coordonnées. En dehors de ces circonstances, il serait sans doute nécessaire d'envisager un renforcement des aspects de fournitures énergétiques des infrastructures sociales en énergie renouvelable, surtout le solaire, ainsi que d'intégrer de la formation aux métiers verts dans les cursus d'éducation et de formation des enfants et jeunes.

La participation des jeunes à l'action climatique, qui représente un point fort de l'action de l'UNICEF au niveau national, pourrait également être soutenue au niveau local et conduire à soutenir des actions concrètes dans ce sens. Les enfants et les jeunes sont des acteurs clés qui doivent être impliqués dans l'élaboration des politiques, des stratégies et des programmes qui affectent leur avenir. Les jeunes de différentes ONG et Associations ont élaboré un manifeste sur la sauvegarde du Bassin du Congo et une déclaration sur l'afforestation et le reboisement. Ce manifeste des jeunes, intitulé « Agir aujourd'hui pour la sauvegarde du bassin du Congo » a été remis à Madame la Ministre de l'Environnement, du Développement Durable et du Bassin du Congo par des représentants de plusieurs organisations de jeunes engagés dans la protection de l'environnement. Ce document appelle à une prise de conscience collective et à des actions concrètes pour préserver la biodiversité et les tourbières et répondre aux défis posés par la dégradation des écosystèmes⁵⁹. En 2022, grâce au partenariat avec l'UNICEF, environ 40 000 enfants ont bénéficié d'une éducation à la gestion des risques climatiques, intégrée dans les programmes scolaires⁶⁰.



40 000

Enfants formés à la gestion des risques climatiques (2022, UNICEF)



1 MANIFESTE

Jeunes: «Agir aujourd'hui pour la sauvegarde du bassin du Congo» remis à la Ministre



ACTEURS CLÉS

Jeunes & enfants doivent participer à l'élaboration des politiques climatiques

5.2. MOBILISATION DES RESSOURCES ET PARTENARIATS

Le financement constitue un levier clé pour appuyer les initiatives d'adaptation climatique en faveur des enfants, adolescents et jeunes en République du Congo. Le plan d'action de la CDN propose plusieurs projets sectoriels concrets, offrant des opportunités pour mobiliser des ressources, établir des partenariats et renforcer les programmes résilients des facteurs CEED pour les enfants et les jeunes. L'UNICEF pourra développer une approche programme ou une approche portefeuille pour son engagement dans la mobilisation des ressources, la programmation et la mise en œuvre des différentes initiatives prévues dans la CDN en faveur des enfants et des jeunes en République du Congo.

Concernant **l'éducation**, le secteur bénéficie d'initiatives importantes pour promouvoir la résilience climatique chez les enfants. Par exemple, le projet «Programme de construction d'écoles résilientes aux impacts climatiques», doté d'un budget de 1,2 milliard FCFA, prévu dans la CDN 2.0 vise à renforcer les infrastructures scolaires dans les zones vulnérables. Par ailleurs, le projet «Développement de curricula climato-intelligents», avec un budget de 650 millions FCFA, intègre des modules sur les enjeux climatiques dans les programmes éducatifs. Une autre initiative clé, «Formation des enseignants en éducation climatique», dotée de 300 millions FCFA, permettra de former 5000 enseignants pour mieux inclure les questions climatiques dans leur enseignement.

Au niveau de **la nutrition et de la sécurité alimentaire**, le projet «Systèmes agricoles climato-intelligents pour la sécurité alimentaire», avec un budget de 1 milliard FCFA, vise à renforcer la résilience alimentaire en intégrant des pratiques agricoles durables. Le projet «Jardins scolaires climato-résilients», financé à 400 millions FCFA, soutient l'approvisionnement alimentaire des écoles rurales, tandis que le «Renforcement des chaînes de valeur agricoles», avec 700 millions FCFA, engage les jeunes et les communautés rurales dans des initiatives résilientes.

Par rapport à **la santé et à l'eau potable**, des initiatives telles que «Amélioration de la résilience des systèmes d'eau potable», financée à 900 millions FCFA, et le «Développement de points d'eau communautaires résilients», doté de 700 millions FCFA, visent à garantir un accès durable à l'eau potable pour les enfants dans les zones touchées par les crises climatiques. Le projet «Traitement de l'eau et assainissement en milieu scolaire», avec un budget de 500 millions FCFA, améliore les infrastructures sanitaires dans les écoles des zones vulnérables.

S'agissant de **la protection de l'enfance**, le projet «Centre d'accueil éducatif pour enfants déplacés», doté de 600 millions FCFA, offre des environnements sûrs pour leur éducation et leur bien-être pour protéger les enfants déplacés ou affectés par les catastrophes climatiques. En complément, le «Soutien psychosocial pour les enfants affectés par les crises climatiques», financé à 250 millions FCFA, accompagne les enfants dans la gestion des traumatismes liés aux crises.

Relatif à **la réduction des risques de catastrophes**, le «Réseau de surveillance hydrométéorologique pour la prévention des crues», inscrit dans le plan de la CDN, est doté de 2,5 milliards FCFA et vise à renforcer les systèmes d'alerte précoce. Ce projet mobilise des partenaires techniques et financiers tels que la Banque Mondiale et le PNUD. Une autre initiative, «Formation communautaire pour la gestion des risques climatiques», financée à 800 millions FCFA, cible les zones les plus exposées pour améliorer la résilience des communautés. Dans le cadre de l'initiative « Écoles vertes » (Green School Initiative - GSI), l'UNICEF a mobilisé des ressources pour des projets innovants. Cette initiative vise à renforcer la résilience et à accélérer l'action climatique en faveur des enfants à travers l'éducation. Elle se concentre sur plusieurs domaines, notamment la réduction des risques de catastrophes sur l'enfant et le soutien à l'énergie durable pour les écoles.

pour chaque enfant,
des rêves



1,2 MD FCFA

Construction d'écoles résilientes dans les zones vulnérables



5 000
ENSEIGNANTS

Formés à l'éducation climatique (budget 300 M FCFA)



1 MD FCFA

Agriculture climato-intelligente pour une sécurité alimentaire renforcée



400 M FCFA

Jardins scolaires climato-résilients pour une alimentation des écoles rurales

RECOMMANDATIONS



MEME DROITS
POUR TOUS

Les recommandations suivantes concernent les domaines de l'eau, de l'hygiène et l'assainissement, de l'éducation, de la santé, de la nutrition, et de la protection de l'enfance. Ces recommandations visent à renforcer la résilience des enfants, adolescents et jeunes face aux impacts du changement climatique en mobilisant des ressources, en favorisant des partenariats techniques et financiers, et en mettant en œuvre des projets adaptés.



AU GOUVERNEMENT

- ✓ Renforcer le plaidoyer auprès des Partenaires Techniques et Financiers afin de garantir des actions climatiques qui protègent la vie, la santé et l'avenir des enfants et des jeunes face aux impacts du changement climatique.
- ✓ Promouvoir l'utilisation des énergies renouvelables pour le bien-être des enfants et les générations futures aux effets de changement climatique.
- ✓ Renforcer les infrastructures de l'eau, de l'éducation, de la santé, de la nutrition, et de la protection de l'enfance résilientes au changement climatique afin qu'ils intègrent les préoccupations des enfants et des jeunes.
- ✓ Créer des centres de traitement de déchets afin d'assurer la gestion durable des déchets et de réduire l'incidence pathologique sur les enfants et les jeunes.
- ✓ Promouvoir des partenariats public-privé en encourageant des actions concrètes dans le domaine de l'eau, l'assainissement, l'éducation, la santé et la nutrition afin de garantir la protection des droits des enfants et des jeunes.
- ✓ Développer des programmes de sensibilisation des parties prenantes en lien avec les thématiques CEED.
- ✓ Mettre en place un mécanisme de suivi et d'évaluation des recommandations formulées dans le CLAC.

EAU, HYGIÈNE ET ASSAINISSEMENT

- ✓ Mettre en place de solutions d'accès à l'eau potable dans les zones vulnérables en installant des pompes solaires et manuelles afin de garantir un approvisionnement stable en eau potable et de protéger la santé des enfants et des jeunes contre les maladies hydriques.
- ✓ Développer des systèmes d'alerte précoce liés au climat et à la gestion des ressources hydriques en mettant en place un réseau national de capteurs pour surveiller la qualité de l'eau et alerter sur les risques de contamination pendant les inondations.
- ✓ Promouvoir des latrines appropriées à fosse étanches en milieu urbain et rural pour réduire l'incidence des maladies sur les enfants et les jeunes.
- ✓ Mettre en place des technologies de filtration d'eau mobile pour les familles déplacées.
- ✓ Développer des campagnes de sensibilisation en Information - Education - Communication (IEC) en utilisant des techniques participatives dans les écoles et en milieu rural, afin de promouvoir et d'encourager les bonnes pratiques d'hygiène et d'assainissement, et favoriser un changement de comportement ;
- ✓ Créer des centres de traitement de déchets afin d'assurer la gestion durable des déchets et de réduire l'incidence pathologique sur les enfants et les jeunes.
- ✓ Mettre en place des stations d'épuration des eaux usées pour lutter contre la pollution nuisible au bien-être des enfants et jeunes.

ÉDUCATION

- ✓ Construire des écoles résistantes aux catastrophes climatiques et renforcer les infrastructures scolaires résilientes dans les zones sujettes aux catastrophes ;
- ✓ Renforcer la formation des enseignants et la poursuite des cours des enfants et des jeunes déplacés à la suite des catastrophes (inondations, érosion et de glissements de terrain) ;
- ✓ Fournir des kits scolaires et des manuels pédagogiques aux enseignants et enfants victimes des inondations ;
- ✓ Promouvoir un plan de riposte permanent dans les zones vulnérables aux catastrophes en vue de protéger les enfants, les jeunes et les communautés locales ;
- ✓ Intégrer des programmes sur le climat dans les curricula scolaires nationaux qui prennent en compte les enjeux environnementaux spécifiques aux enfants et jeunes.
- ✓ Mettre en œuvre des programmes de sensibilisation environnementale destinés aux enfants et aux jeunes sur la protection de l'environnement, la santé environnementale et les risques de catastrophes ;
- ✓ Développer une carte scolaire qui prend en compte les aléas climatiques et réajuste les endroits prévus pour les constructions scolaires vers des endroits sécurisés ;
- ✓ Développer des enseignements théoriques et pratiques dans les programmes scolaires intégrant la mitigation des effets du changement climatique, leur prévention, les réponses et le recouvrement rapide en cas d'aléas.

SANTÉ

- ✓ Mettre en place des centres de traitement des déchets biomédicaux équipés d'incinérateurs modernes et non polluants afin de protéger la santé des enfants et des jeunes contre les risques de contamination des maladies ;
- ✓ Mettre en place des cliniques mobiles et renforcer les capacités du personnel de santé pour répondre aux crises climatiques en collaboration avec les agences locales ;
- ✓ Construire les infrastructures sanitaires résilientes au changement climatique ;
- ✓ Renforcer les campagnes de sensibilisation pour prévenir les maladies climato-sensibles, accompagnées de la distribution de moustiquaires imprégnées pour lutter contre les maladies vectorielles.

NUTRITION ET SÉCURITÉ ALIMENTAIRE

- ✓ Développer des systèmes agricoles résilients et adaptées aux aléas climatiques afin de garantir la sécurité alimentaire des enfants et des jeunes ;
- ✓ Mettre en place des cantines scolaires climato-intelligents dans les départements vulnérables au changement climatique ;
- ✓ Promouvoir des foyers améliorés, cuisinières solaires, séchoirs solaires et biogaz pour réduire la dépendance au bois et améliorer la conservation des aliments des jeunes et des enfants ;
- ✓ Mettre en place des réserves alimentaires locales et des kits nutritionnels d'urgence et promouvoir des cultures climato-résistantes pour assurer l'approvisionnement dans les zones à risque de catastrophe ;
- ✓ Promouvoir l'agroforesterie, la sylviculture alimentaire et l'élevage climato-résilient pour enrichir l'alimentation et renforcer la résilience des écosystèmes.

PROTECTION DE L'ENFANCE

- ✓ Mettre en place les mécanismes de signalement et de suivi en cas de violence et abus sur des enfants et des jeunes subis durant les catastrophes climatiques ;
- ✓ Créer des centres d'accueil éducatif pour enfants déplacés et vulnérables afin d'assurer la protection des enfants, des jeunes, des autochtones, des réfugiés, ainsi que des enfants et jeunes vivant avec handicap pendant les catastrophes, ceux-ci étant plus susceptibles d'être exposés à des actes de violence ou d'abus ;
- ✓ Renforcer les mécanismes de prévention, de réponse et de recouvrement pour plus de sécurité pour les enfants – surtout les plus vulnérables, notamment les enfants vivant avec un handicap, issus de communautés autochtones, déplacés ou réfugiés – et assurer leur bien-être dans les situations de crise ;
- ✓ Mettre des espaces communautaires sécurisés pour les enfants déplacés ou en situation de vulnérabilité équipés des services psychosociaux et éducatifs durant les catastrophes ;
- ✓ Promouvoir l'utilisation des énergies renouvelable pour le bien-être des enfants et des générations futures aux effets de changement climatique.

RECOMMANDATIONS INTERSECTORIELLES

- ✓ Mettre en place un comité intersectoriel en tant que plateforme de coordination multisectorielle pour harmoniser les politiques climatiques en faveur des enfants et des jeunes en République du Congo ;
- ✓ Développer des programmes intégrés pour les zones affectées, ciblant en particulier les populations autochtones, et intégrant des actions climatiques ainsi que la préservation de la biodiversité ;
- ✓ Assurer l'accessibilité des infrastructures éducatives et sanitaires aux enfants en situation de handicap, en intégrant des ajustements inclusifs prenant en compte la durabilité, la résilience, le genre et l'équité ;
- ✓ Mettre en œuvre des mesures de protection sociale pour les enfants, jeunes, les personnes vulnérables et les peuples autochtones, en cohérence avec les Objectifs de Développement Durable (ODD).

RECOMMANDATIONS POUR UNE CONTRIBUTION ACCRUE DU SECTEUR PRIVÉ

- ✓ Explorer et mobiliser les ressources du secteur privé pour financer des projets communautaires axés sur la reforestation, la gestion durable des ressources en eau, le crédit carbone, la biodiversité, les tourbières et l'agriculture climato-intelligente, tout en soutenant des campagnes éducatives destinées aux jeunes et aux enfants afin de promouvoir des pratiques respectueuses de l'environnement ;
- ✓ Favorables aux jeunes dans la transition énergétique, afin de garantir la pérennité de ces actions ;
- ✓ Promouvoir une collaboration accrue entre le secteur privé et les jeunes en encourageant les entreprises à offrir des stages et des emplois dans l'économie verte, tout en menant un plaidoyer actif pour des politiques
- ✓ Garantir le financement de ces ajustements par des partenaires locaux et internationaux pour assurer leur pérennité et leur efficacité ;
- ✓ Promouvoir le partenariat public-privé en encourageant des actions concrètes dans le domaine de l'eau, l'assainissement, l'éducation, la santé et la nutrition afin de garantir la protection des droits des enfants et des jeunes.

A L'UNICEF

- ✓ Développer des partenariats avec les services et départements gouvernementaux concernés pour la mise en œuvre effective des recommandations du CLAC ;
- ✓ Identifier et mobiliser les associations des jeunes et enfants dans la mise en œuvre du CLAC.
- ✓ Participer à la mise en œuvre des projets contenus dans la CDN3.0 relatifs à l'adaptation et à l'atténuation

REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES

1. IRCE : Indice des Risques Climatiques pour les Enfants (Unicef - 2021)
2. GHI : Indice mondial de la Faim (2024)
3. IDH : l'Indice de Développement Humain (2023)
4. IRCE : Indice des Risques Climatiques pour les Enfants (Unicef - 2021)
5. Congo - Countries & Regions. IEA. <https://www.iea.org/countries/congo/energy-mix> (accessed 2025-03-13).
6. OMS : Déploiement de l'équipe Surge Dans Le Contexte Des Inondations En République Du Congo Rapport de Mission (16 janvier au 25 février 2024).
7. UNICEF : Programme d'action 2020-2024.
8. UNICEF : République Du Congo Urgence Inondations --- Rapport de Situation ; 2024.
9. Congo : Rapport de suivi de la mise en œuvre des objectifs de développement durable (ODD), 2020.
10. UNICEF : République Du Congo Urgence Inondations --- Rapport de Situation ; 2024
11. Contexte général et ressources forestières de la République du Congo. Timber Trade Portal. <https://www.timbertradeportal.com/fr/republique-du-congo/152/contexte-forestier> (accessed 2025-03-13).
12. CNIAF, 2015
13. Dargie, Ifo et al. 2017
14. Congo : Rapport de suivi de la mise en œuvre des objectifs de développement durable (ODD), 2020.
15. Congo Energie Investissement 2025, recherche internet (du 31- 07- 2025).
16. BOKOLO, G. Rapport préliminaire du RGP5-5. INS-CONGO BRAZZAVILLE. <https://ins-congo.cg/rapport-preliminaire/> (accessed 2025-01-23).
17. République du Congo. Plan National de Développement (PND 2022-2026)
18. La République du Congo peut transformer la crise climatique en opportunité pour mettre fin à la pauvreté et promouvoir une prospérité partagée. World Bank. <https://www.banquemonde.org/fr/news/press-release/2023/10/09/the-republic-of-congo-can-turn-the-climate-crisis-into-an-opportunity-to-end-poverty-and-boost-shared-prosperity> (accessed 2025-01-23).
19. UNICEF. République Du Congo Urgence Inondations --- Rapport de Situation ; 2024.
20. UNICEF. Le Rapport Enfants En Situation de Rue et de Mobilité, y Compris Les Enfants Victimes de Traite en République du Congo; 2022.
21. https://www.tresor.economie.gouv.fr/Pays/CG/la-situation-economique-du-congo?utm_source=chatgpt.com. https://www.tresor.economie.gouv.fr/Pays/CG/la-situation-economique-du-congo?utm_source=chatgpt.com (accessed 2025-03-14).
22. La République du Congo peut transformer la crise climatique en opportunité pour mettre fin à la pauvreté et promouvoir une prospérité partagée. World Bank. <https://www.banquemonde.org/fr/news/press-release/2023/10/09/the-republic-of-congo-can-turn-the-climate-crisis-into-an-opportunity-to-end-poverty-and-boost-shared-prosperity> (accessed 2025-01-23).
23. Banque Mondiale 2023, Rapport National Sur Le Climat et Développement.
24. Inondations dans plusieurs régions du Congo-Brazzaville: 24 morts. <https://www.catnat.net/veille-catastrophes-naturelles/veille-des-catastrophes-naturelles/archive-des-catastrophes/30166-inondations-dans-plusieurs-regions-du-congo-brazzaville-24-morts> (accessed 2025-01-23).
25. Groupe de la Banque Mondiale. Plan d'investissement Agricole Climato-Résilient de La République Du Congo; 2020.
26. Groupe de la Banque Mondiale. Impacts Du Changement Climatique, Adaptation et Opportunités; 2022.
27. L'UNICEF salue la remise du manifeste des Jeunes de la République du Congo pour la protection de l'environnement à la Ministre de l'Environnement, du Développement Durable et du Bassin du Congo. <https://www.unicef.org/congo/communiqu%C3%A9s-de-presse/lunicef-salue-la-remise-du-manifeste-des-jeunes-de-la-r%C3%A9publique-du-congo> (accessed 2025-01-24).
28. PNAE, 1994 Ministère de l'Environnement
29. Ministère de la Santé, Plan Directeur de Gestion des déchets solides de la ville de Brazzaville
30. Ressources hydrauliques: le Congo classé parmi les pays en eau pléthorique | adiac-congo.com: toute l'actualité du Bassin du Congo. https://www.adiac-congo.com/content/ressources-hydrauliques-le-congo-classe-parmi-les-pays-en-eau-plethorique-146673?utm_source=chatgpt.com (accessed 2025-01-24).
31. Profil du secteur de l'eau et de l'assainissement de la République du Congo; 2023.
32. State of Global Air/2024: Air Pollution and Health Country Profile. <https://cdn.zevross.com/hei/country-reports/v2/pdf/Congo.pdf>.
33. Diambalou, R. C. D.; M'sengui Dzamba, P. J. I.; Kaya-Ongoto, M. D.; Abena, A. A. Assessment of Air Quality in Brazzaville: Measurement of Some Automobile Pollutants. J. Environ. Prot. 2023, 14 (07), 527-537.
34. meddbc_kunzi. Stratégie nationale du développement durable. Ministère de l'Environnement, du Développement Durable et du Bassin du Congo. <https://www.developpement-durable.gouv.cg/2018/09/25/strategie-nationale>

35. Lenga SD et Damba J., Evaluation de la contribution des ménages dans la gestion des déchets urbains de Brazzaville, 2006
36. JDD Konongo et Ntetani –Nkoussou : Enquête sur le péril fécal à Brazzaville 1989
37. CDN ; Contribution Déterminée Nationale, 2021
38. Congo : Rapport de suivi de la mise en œuvre des objectifs de développement durable (ODD), 2020.
39. Congo Energie Investissement 2025, recherche internet (du 31- 07- 2025).
40. Code de l'Électricité du Congo
41. Loubou, P. Q. Congo-Brazzaville: Energies renouvelables - Des bourses de recherche au Centre d'excellence d'Oyo. Les Dépêches de Brazzaville. Brazzaville June 30, 2024. <https://fr.allafrica.com/stories/202406300005.html> (accessed 2025-01-24).
42. La République du Congo renforce l'accès à l'éducation et à l'électricité. World Bank. <https://www.banquemondiale.org/fr/news/press-release/2024/06/26/republic-of-congo>
43. FAO. Résumé de La Situation Mondiale de l'alimentation et de l'agriculture; 2021.
44. Congo: Plus de 320 mille personnes affectées par les inondations. DATSOUE NEWS. <https://datsoue.news/2023/12/31/congo-plus-de-320-mille-personnes-affectees-par-les-inondations/> (accessed 2025-01-24).
45. Congo-Brazzaville: 50 000 personnes sinistrées par des inondations. November 21, 2019. https://www.lemonde.fr/afrique/article/2019/11/21/congo-brazzaville-50-000-personnes-sinistrees-par-des-inondations_6020029_3212.html (accessed 2025-01-24).
46. UNICEF. République Du Congo Urgence Inondations --- Rapport de Situation; 2024.
47. OMS, Déploiement de l'équipe Surge Dans Le Contexte Des Inondations En République Du Congo Rapport de Mission (16 Janvier Au 25 Février 2024).
48. Congo: Plus de 320 mille personnes affectées par les inondations. DATSOUE NEWS. <https://datsoue.news/2023/12/31/congo-plus-de-320-mille-personnes-affectees-par-les-inondations/> (accessed 2025-01-24).
49. Banque Mondiale. Etat Des Lieux Sur Le Droit A L'alimentation ; 2014
50. UNICEF. No place to call home protecting children's rights when the changing climate forces them to flee; 2017. <https://www.unicef.org.uk/wp-content/uploads/2017/04/No-Place-To-Call-Home.pdf?>
51. Contribution Déterminée au niveau National (CDN)
52. République du Congo. Formulation Du Plan d'action de La Contribution Déterminée au Niveau National; 2022.
53. Stratégie nationale du développement durable. Ministère de l'Environnement, du Développement Durable et du Bassin du Congo, 2018-2025
54. Congo Energie Investissement 2025, recherche internet (du 31- 07- 2025).
55. Africain, l'horizon. Ministère de l'enseignement préscolaire : Des notions de développement durable dans les programmes scolaires. L'horizon africain. <https://www.lhorizonafricain.com/ministere-de-lenseignement-prescolaire-des-notions-de-developpement-durable-dans-les-programmes-scolaires/> (accessed 2025-01-24).



Analyse du paysage climatique pour les enfants en République du Congo (CLAC)

Publié par :

© UNICEF Congo

Auteurs/Consultants :

Laurent-Mascar NGOMA, Barthelemy MBOU-OKOURI et Daniel TSATOU

Équipe de soutien :

James MUGAJU, Georges GONZALES, Mariam SYLLA DIENE, Djariatou Sow SALL, FelanAndo ALIDERSON, Thomas MORBAN, Nenita BUKALO, Jean-Marie SANGIRA, Lisile GANGA, Achille OLLOY, Saliou CISSE, Didi NGOSSAKI, Gautier FERRAN, Roland KONGO

Conseillers principaux :

Dr. Galine YANON,
Conseiller régional en matière de durabilité et de climat, UNICEF pour l'Afrique de l'Ouest et du Centre, Sénégal
Dr. David KNAUTE,
Spécialiste Climat, UNICEF pour l'Afrique de l'Ouest et du Centre, Sénégal

Conception graphique :

Harifetra Eddy Rakotonantenaina

Clause de non-responsabilité :

Les analyses présentées dans ce document sont celles du ou des auteurs et ne reflètent pas nécessairement les politiques ou prises de position de l'UNICEF. Le texte n'a pas été édité selon les normes de publication officielles et l'UNICEF décline toute responsabilité en cas d'erreur.

Photo de couverture :

©UNICEF Congo

Validé lors d'un atelier multisectoriel tenu à Brazzaville le 10 octobre 2025.

Crédits photos :

©UNICEF Congo

Décembre 2025

ANNEXES

ANNEXE 1 : Risques et aléas en République du Congo

RISQUE	LIEU	IMPACT SUR LES ENFANTS	NIVEAU
Aléas et risques géologiques			
Enablement	Brazzaville et Pointe Noire	Blessures et décès	Modéré
Séisme	Likouala	Blessures et décès, destruction des maisons et des infrastructures	Très faible
Aléas et risques climatologiques			
Vents violents	Tout le pays	Inaccessibilité aux services et la continuité de la prestation des services sociaux de base, dangers physiques pour les enfants.	Elevé
Pluies diluviennes	Tout le pays		Elevé
Inondations fluviales	Tout le pays		Elevé
Inondations urbaines	Tout le pays, avec un risque modéré dans le Niari et la Lekoumou		Elevé
Inondations côtières	Kouilou		Très faible
Augmentation des températures	Tout le pays	Stress thermique, exacerbation des maladies respiratoires causées par la pollution de l'air, maladies cutanées chez les enfants atteints d'albinisme	Modéré
Glissements de terrain	Tout le pays, avec un risque très faible dans la Likouala	Blessures et décès, dégradation des maisons, des abris et des infrastructures sociaux de base	Faible
Aléas d'origine anthropique			
Epidémie	Tout le pays	Maladies et décès	Elevé
Exploitation minière artisanale	Niari, Bouenza, Lekoumou	Contamination des enfants, maladies, décès	Très faible
Feu de forêt	Tout le pays, avec un risque modéré dans la Sangha et la Lekoumou	Décès, blessures, pertes de biens, pollution de l'air (même nuisible sur de grandes distances)	Elevé
Perte de la biodiversité	Tout le pays	Bouleversements des modes de vie traditionnels, réduction de la résilience et la capacité d'adaptation de l'écosystème	Faible
Invasion acridienne	Mossendjo, Mayama, Ewo	Manque de denrées alimentaires, malnutrition	Très faible

RISQUE	LIEU	IMPACT SUR LES ENFANTS	NIVEAU
Aléas socio-naturels			
Erosion côtière	Pointe Noire	Affecte l'accès aux services et la continuité de la prestation des services sociaux de base.	Modéré
Aléas urbains			
Pollution urbaine (eau, sol et air)	Brazzaville et Pointe Noire	Maladies d'origine hydrique/contamination chimique de l'air, du sol, de l'eau, réduction de la qualité de l'eau ; aggravation des inondations urbaines	Élevé
Pollution de l'air (domestique)	Brazzaville et Pointe Noire	Maladies respiratoires aiguës, développement réduit de la fonction pulmonaire, effets indésirables sur la grossesse (naissance prématurée ; poids plus faible à la naissance), développement cognitif à long terme	Modéré

ANNEXE 2 : Récapitulatif des données recueillies lors des consultations sur le terrain

Localité	Problèmes liés au changement climatique	Conséquences/Impacts sur les EJ	Risques/Difficultés/Défis	Attentes/Solutions proposées	Perceptions	Résilience des infrastructures
Brazzaville	- Érosion des sols - Inondations - Réchauffement climatique - Déforestation - Pollution (air, eau, sol) - Grandes pluies	- Maladies hydriques et respiratoires - Destruction des infrastructures (écoles, habitations) - Malnutrition et pauvreté accrue - Impact mental sur les enfants	- Risques sanitaires élevés - Absence d'électricité pour les études - Perturbation des activités scolaires et sociales	- Risques sanitaires élevés - Absence d'électricité pour les études - Perturbation des activités scolaires et sociales	- Les jeunes expriment une grande anxiété face à la multiplication des inondations et des érosions. - Ils ressentent un besoin urgent d'infrastructures modernes pour protéger leurs écoles et maisons.	- Construire des écoles et des maisons résistantes aux intempéries. - Rénover les systèmes de drainage pour éviter les inondations. - Planter des arbres pour limiter l'érosion des sols.
Pointe-Noire	- Érosion des sols - Inondations - Chaleurs intenses - Pollution (air, sol, eau) - Sécheresses - Déforestation	- Maladies hydriques et respiratoires - Destruction des infrastructures (routes, ponts, écoles) - Conditions de vie difficiles, insécurité alimentaire, pertes humaines - Traumatisme chez les enfants après catastrophes	- Déplacements forcés - Insuffisance des ressources pour reconstruire après les catastrophes - Mauvaise gestion des déchets et des espaces urbains	- Améliorer les infrastructures (routes, écoles, forages) - Sensibiliser les jeunes à la protection de l'environnement - Reboiser et régénérer les ressources naturelles - Créer des quartiers sûrs	- Les jeunes perçoivent leur environnement comme un facteur constant d'insécurité et de stress. - Ils estiment que des solutions simples comme le reboisement ou la gestion des déchets pourraient améliorer la situation.	- Renforcer les bâtiments publics (écoles, hôpitaux) contre les vents violents et les inondations. - Intégrer des matériaux écologiques pour la construction. - Améliorer les réseaux de drainage.
Dolisie	- Inondations récurrentes - Hausse des températures - Insalubrité des écoles et quartiers - Manque d'eau potable et d'électricité	- Maladies hydriques et respiratoires - Baisse de concentration scolaire et déménagements forcés - Déscolarisation - Insécurité accrue due au manque d'éclairage et de clôtures	- Risque sanitaire accru - Détérioration de la qualité de vie scolaire et sociale - Absence d'infrastructures adaptées	- Installer des lampadaires - Clôturer les écoles - Sensibiliser à la gestion des déchets - Planter des arbres pour réduire l'érosion - Créer des canalisations pour évacuer les eaux stagnantes	- Les jeunes se sentent abandonnés, notamment en matière d'accès à des infrastructures adaptées. - Ils expriment une peur croissante pour leur sécurité dans les zones mal éclairées.	- Construire des toilettes adaptées et des clôtures dans les écoles. - Mettre en place un réseau de lampadaires dans les quartiers. - Installer des pompes pour l'accès à l'eau potable.
Impfondo	- Inondations - Feux de brousse - Chaleur intense - Déforestation - Pollution environnementale	- Maladies épidémiques et hydriques - Déscolarisation et perturbation des calendriers scolaires - Rareté des produits agricoles et alimentaires, malnutrition - Déplacement des populations et destruction des habitations	- Absence d'électricité et d'eau potable - Infrastructures scolaires et sanitaires insuffisantes - Insécurité alimentaire accrue - Insuffisance de ressources financières pour les solutions locales	- Sensibiliser à la biodiversité - Construire des infrastructures adaptées (cliniques mobiles, écoles) - Fournir de l'électricité et de l'eau potable - Protéger les forêts contre la déforestation	- Les populations locales expriment un sentiment de marginalisation, estimant que les zones rurales reçoivent peu d'attention. - Les jeunes craignent que la malnutrition et la pauvreté continuent d'augmenter sans intervention.	- Construire des écoles et des hôpitaux mobiles pour les zones isolées. - Mettre en place des canaux pour éviter les inondations. - Installer des générateurs pour l'électricité.

ANNEXE 2 : Récapitulatif des données recueillies lors des consultations sur le terrain

Localité	Problèmes liés au changement climatique	Conséquences/Impacts sur les EJ	Risques/Difficultés/Défis	Attentes/Solutions proposées	Perceptions	Résilience des infrastructures
Owando	- Vents violents - Fortes chaleurs - Pollution de l'air - Inondations - Érosions - Perturbation des saisons	- Malnutrition et insécurité alimentaire - Destruction des habitations - Augmentation de la délinquance juvénile - Maladies hydriques et respiratoires	- Faibles capacités d'adaptation des populations locales - Déplacements forcés - Difficulté de mise en œuvre des actions de prévention	- Mettre en place un plan national contre le changement climatique - Sensibiliser et reboiser - Construire des infrastructures durables - Former les jeunes sur les pratiques écologiques	- Les habitants craignent que les jeunes soient particulièrement vulnérables en raison de la pauvreté croissante. - Ils estiment qu'un investissement dans l'éducation environnementale est essentiel pour préparer les générations futures.	- Rénover les maisons pour les rendre résistantes aux vents et inondations. - Créer des espaces verts communautaires pour atténuer les chaleurs. - Établir des stations météorologiques locales.
Plateaux – Djambala	- Fortes pluies - Vents violents - Inondations - Chaleurs intenses	- Perte de biodiversité, biens matériels, crises sociales - Maladies, famine, destruction des maisons - Difficulté d'accès à l'école, exode rural - Stress thermique et malaises dus à la chaleur	- Épidémies - Destruction des habitations et des infrastructures - Insuffisance des moyens locaux - Exode des populations vulnérables	- Soutien direct aux victimes - Construire des infrastructures solides - Réduire les gaz à effet de serre - Élaborer des plans de contingence - Améliorer les systèmes d'irrigation et d'eau potable	- Les populations pensent que l'État n'apporte pas assez d'aide aux victimes. - Les jeunes ressentent une frustration face à l'inaction contre les effets climatiques. - Besoin de sensibilisation accrue pour améliorer les comportements.	- Construire des habitations durables dans les zones à risque. - Installer des citernes pour le stockage d'eau potable. - Revoir l'urbanisation pour limiter les impacts des vents violents.

ANNEXE 3 : Récapitulatif des données recueillies par secteur

 SANTÉ					
PRINCIPAUX PROBLÈMES LIÉS	IMPACTS DES FACTEURS CEED SUR LES EJ	RISQUE	DÉFIS	CAPACITÉ DE RÉPONSE	RECOMMANDATIONS
Augmentation des températures	Maladies d'origine hydrique	Propagation des maladies	Insuffisance de personnel médical	Faibles infrastructures sanitaires	Promouvoir l'accès à des services de santé adaptés et renforcer les capacités locales.
Modifications des précipitations	Stress thermique	Mortalité	Structures sanitaires dégradées	Programmes de soutien psychologique limités	Créer des programmes de soutien psychologique ciblés pour les enfants et adolescents.
Irrégularité des saisons	Maladies de la peau	Malnutrition	Isolement des sinistrés	Faible coordination des secours	Mettre en place des mécanismes de réponse rapide aux catastrophes naturelles.
Inondations	Maladies respiratoires	Stress post-traumatique	Approvisionnement limité en médicaments	Capacités d'urgence insuffisantes	Augmenter les stocks de secours et former des équipes mobiles médicales.
Érosions	Paludisme	Mauvais développement cognitif	Faible couverture en zones rurales	Manque de campagnes préventives	Intensifier la prévention via des moustiquaires imprégnées et des campagnes de sensibilisation.
Glissements de terrain	Difficulté d'accès aux soins	Précarité	Ressources humaines limitées	Programmes spécifiques peu disponibles	Renforcer les infrastructures sanitaires dans les zones vulnérables.

 ÉDUCATION					
PRINCIPAUX PROBLÈMES LIÉS	IMPACTS DES FACTEURS CEED SUR LES EJ	RISQUE	DÉFIS	CAPACITÉ DE RÉPONSE	RECOMMANDATIONS
Augmentation des températures	Absence des cours	Décrochage scolaire	Infrastructures non adaptées	Fragilité des bâtiments scolaires existants	Construire des écoles climato-résilientes et intégrer des cours sur le changement climatique.
Modifications des précipitations	Environnement non favorable à l'étude	Baisse des résultats scolaires	Manque de préparation face aux urgences	Peu de résilience dans le secteur éducatif	Développer des modules de formation pour les enseignants sur les impacts des catastrophes.
Inondations	Perte des documents scolaires	Démotivation	Faibles moyens pour remplacer les pertes	Manque de politiques de sauvegarde numérique	Introduire des plateformes d'apprentissage en ligne comme alternative en cas de crises.
Déplacements des populations	Enfants déscolarisés	Isolement social	Capacités scolaires surchargées	Peu d'écoles mobiles	Mettre en place des écoles mobiles pour les zones de déplacement forcé.



NUTRITION

PRINCIPAUX PROBLÈMES LIÉS	IMPACTS DES FACTEURS CEED SUR LES EJ	RISQUE	DÉFIS	CAPACITÉ DE RÉPONSE	RECOMMANDATIONS
Augmentation des températures	Réduction des rendements agricoles	Malnutrition	Systèmes agricoles non résilients	Programmes d'aide alimentaire insuffisants	Développer des programmes agricoles résilients aux climats extrêmes.
Modifications des précipitations	Rareté des denrées alimentaires	Insécurité alimentaire	Dépendance aux importations alimentaires	Faible disponibilité des stocks	Renforcer la sécurité alimentaire par des coopératives agricoles et des réserves communautaires.
Déplacements des populations	Alimentation déséquilibrée	Déficit nutritionnel	Difficultés logistiques	Peu de programmes ciblés pour les déplacés	Intégrer des jardins communautaires pour l'autosuffisance alimentaire.



PROTECTION DES ENFANTS ET DES JEUNES

PRINCIPAUX PROBLÈMES LIÉS	IMPACTS DES FACTEURS CEED SUR LES EJ	RISQUE	DÉFIS	CAPACITÉ DE RÉPONSE	RECOMMANDATIONS
Inondations	Exploitation économique des enfants	Travail précoce	Absence de protection	Peu de mécanismes de signalement	Créer une plateforme nationale pour signaler les abus et fournir des réponses rapides.
Érosions	Violence sur les filles	Précarité et vulnérabilité	Absence de systèmes de protection adaptés	Faibles collaborations locales	Renforcer les comités de protection de l'enfance dans les zones à risque.



unicef 
pour chaque enfant

UNICEF EN RÉPUBLIQUE DU CONGO
D-34 RUE LUCIEN FOURNEAU
BRAZZAVILLE

 brazzaville@unicef.org

 unicef.org/congo

 UNICEF Congo Brazza

 @UNICEFcongoBZV

 @unicefcongobrazza

 UNICEF Congo Brazza

